

Etude prospective sur les conséquences du vieillissement de la population à l'horizon 2025 en Haute- Normandie

Rapport de synthèse de l'étude

Jean-Claude COHEN

Serge GUERIN

Dominique HERAUD

Christian LONG

Manon MEUNIER

<u>ETUDE PROSPECTIVE SUR LES CONSEQUENCES DU VIEILLISSEMENT DE LA POPULATION A L'HORIZON 2025 EN HAUTE-NORMANDIE.....</u>	<u>1</u>
<u>RAPPORT DE SYNTHESE DE L'ETUDE.....</u>	<u>1</u>
<u>I. PRESENTATION DU DOCUMENT</u>	<u>4</u>
<u>II. RAPPEL DE LA DEMARCHE.....</u>	<u>5</u>
<u>III. LE CONTEXTE GENERAL : QUELQUES TENDANCES LOURDES</u>	<u>6</u>
A. SITUATION DES SENIORS	6
1. UN VIEILLISSEMENT GENERAL DE LA POPULATION :	6
2. DES SITUATIONS FORTEMENT CONTRASTEES SUIVANT LES SENIORS:	6
3. LA SEPARATION ENTRE ACTIVITE PROFESSIONNELLE ET RETRAITE DEVIENT MOINS FORTE:	6
B. TERRITOIRE - URBANISME	6
1. LES ASPECTS ENVIRONNEMENTAUX ONT DE PLUS EN PLUS D'IMPORTANCE SUR LES MODES DE VIE :	6
2. L'INVESTISSEMENT EN TERME D'EQUIPEMENTS COLLECTIFS ET DE QUALITE DE SERVICE SE POURSUIT :	7
C. SERVICES – LIEUX DE VIE.....	7
1. LES SENIORS ONT UN EFFET D'ENTRAINEMENT SUR L'ECONOMIE DES TERRITOIRES	7
2. LA DEMANDE ET L'OFFRE DE SERVICES A LA PERSONNE S'ACCROISSENT:	7
<u>IV. LES SENIORS ET LEUR ENVIRONNEMENT : QUELS FACTEURS DE CHANGEMENT A L'HORIZON 2025 ?</u>	<u>8</u>
<u>V. DEUX VARIABLES CLE POUR L'AVENIR DES SENIORS EN HAUTE-NORMANDIE : LE CONTEXTE SOCIO-ECONOMIQUE ET L'EMERGENCE EVENTUELLE D'UN «LOBBY » DES SENIORS.....</u>	<u>9</u>
<u>VI. DEUX VARIABLES CLE POUR LES SCENARIOS CADRES : STRUCTURE ET SANTE ECONOMIQUES ; POUVOIR POLITIQUE DES SENIORS.....</u>	<u>10</u>
A. LES ALTERNATIVES ECONOMIQUES :	10
1. UNE ECONOMIE A VOCATION RESIDENTIELLE.....	10
2. UNE ECONOMIE LIEE AU TRANSIT DES MARCHANDISES.....	10
3. UNE ECONOMIE PLUS LARGEMENT DIVERSIFIEE	10
B. LES ALTERNATIVES POLITIQUES SUR LE POIDS DES SENIORS :.....	10
1. LES SENIORS ONT UN POUVOIR FORT	10
2. LES SENIORS N'ONT PAS REUSSI A S'ORGANISER EN GROUPE DE PRESSION EFFICACE	11
<u>VII. QUATRE SCENARIOS CADRES POUR LES SENIORS EN HAUTE-NORMANDIE A L'HORIZON 2025.....</u>	<u>11</u>
A. LE SCENARIO VERMEIL : POUVOIR DES SENIORS ET ECONOMIE RESIDENTIELLE.....	12
B. LE SCENARIO POWER AGE : ECONOMIE DIVERSIFIEE ET POUVOIR DES SENIORS	14
C. LE SCENARIO NORMANDY : ECONOMIE DIVERSIFIEE ET POUVOIR DIFFUS DES SENIORS..	16

D.	LE SCENARIO TRANSIT: ECONOMI DE TRANSIT ET POUVOIR DIFFUS DES SENIORS.....	17
<u>VIII.</u>	<u>8 PROFILS DE SENIORS COUVRANT LES GRANDES PROBLEMATIQUES DU VIEILLISSEMENT EN HAUTE-NORMANDIE.....</u>	<u>19</u>
A.	PROFIL 1 : NATHALIE ET CHRISTOPHE LAPLANCHE	24
B.	PROFIL 2 : NATHALIE ET SEBASTIEN DUPUIS	26
C.	PROFIL 3 : YOUSSEF CHERIFI	28
D.	PROFIL 4 : CATHERINE – 72 ANS.....	30
E.	PROFIL 5 : ANNE-MARIE – 75 ANS	32
F.	PROFIL 6 : JEAN-CLAUDE ET MONIQUE LEFEBVRE	34
G.	PROFIL 7 : MAURICE ET GINETTE BERAUD.....	36
H.	PROFIL 8 : LUCIENNE PLACE.....	39
<u>IX.</u>	<u>LES CONSEQUENCES SUR LES POLITIQUES PUBLIQUES</u>	<u>42</u>
	DANS LE DOMAINE L’HABITAT ET A L’HEBERGEMENT.	42
	DANS LE DOMAINE DES SERVICES A LA PERSONNE	43
	SUR LES QUESTIONS DE MOBILITE	43
	DANS LE DOMAINE DE LA SECURITE, A LA SURETE.....	44
	POUR LA PARTICIPATION DES SENIORS A LA VIE SOCIALE	44
	VERS LA FORMULATION D’UNE POLITIQUE PUBLIQUE PARTAGEE A DESTINATION DES SENIORS..	45
<u>X.</u>	<u>CONCLUSION.....</u>	<u>46</u>
<u>XI.</u>	<u>ANNEXES</u>	<u>47</u>

I. Présentation du document

Ce rapport de synthèse comprend :

- ↳ Un rappel de la méthodologie
- ↳ Un exposé des grandes tendances lourdes du contexte socio-économique de la Haute-Normandie à l'horizon 2025
- ↳ L'explicitation des deux variables clé dont les évolutions influencent très fortement le devenir du système « Seniors et Haute-Normandie en 2025 »
- ↳ Les 4 scénarios cadres d'évolution
- ↳ Les portraits de Seniors ou situations de vie
- ↳ Les conséquences du vieillissement sur les politiques publiques, telles que mises en évidence par la confrontation des situations de vie aux différents scénarios

Il est accompagné d'annexes reprenant en détail les différents éléments cités ci-dessus, telles que :

- ↳ Une revue documentaire sur les enjeux du vieillissement en Haute-Normandie et une étude comparée des politiques publiques traitant du vieillissement à l'étranger
- ↳ Le dictionnaire des variables, avec une fiche variable pour chaque changement qui explicite la problématique rencontrée et les modalités d'évolutions envisagées (comme possibles). Ce dictionnaire constitue ce qu'on peut désigner comme « le lego » de la prospective
- ↳ Un « 4 pages » de synthèse présentant les principaux résultats de l'étude.

II. Rappel de la démarche

L'étude s'est déroulée de juin 2006 à février 2007, se décomposant en 3 grandes phases (voir schéma ci-après)

Phase 1.1

Analyse statistique et identification de facteurs structurants

Phase 1.2

Analyse des questions prospectives en groupes thématiques

Phase 2

Construction des scénarios et analyse d'impact

Une première phase concerne une analyse quantitative et qualitative du vieillissement : prévisions démographiques, repérage des facteurs sociologiques et économiques, qui a été présentée au comité de pilotage sous la forme d'une revue documentaire.

Une seconde phase conduit à identifier, formuler, caractériser les questions prospectives, les zones d'incertitude et les tendances lourdes, et à rédiger une fiche dictionnaire par question. Cette phase a débouché sur l'élaboration du matériau brut des scénarios.

Une dernière phase comprend la construction des scénarios cadres, la description de 8 profils de seniors, couvrant les grandes problématiques liées au vieillissement et les conséquences qu'impliquent ces changements sur les politiques publiques.

III. Le contexte général : quelques tendances lourdes

La réflexion prospective sur le vieillissement à l'horizon 2025 s'inscrit dans un contexte général d'évolution socio-économique qui peut se caractériser par les quelques « tendances lourdes » que nous rappelons ici :

A. Situation des Seniors

1. Un vieillissement général de la population :

Une personne sur trois a 60 ans et plus, et 7% de la population dépasse les 85 ans.

La différence d'espérance de vie homme/femme se réduit.

Les seniors vivent plus longtemps en meilleure santé

Le nombre des personnes en situation de dépendance augmente de 20% en 20 ans suivant le scénario médian de l'INSEE

2. Des situations fortement contrastées suivant les seniors:

Les conditions d'accès à la retraite et les revenus des retraités constituent une source d'inégalité croissante (disparité des temps de cotisations et des régimes de retraite)

Le coût du logement et les différences dans la situation patrimoniale des seniors se maintiennent à un niveau élevé

L'isolement de certains seniors s'accroît par délitement du lien familial et social et la situation des exclus vieillissants s'aggrave

3. La séparation entre activité professionnelle et retraite devient moins forte:

La recherche d'une activité complémentaire à la retraite s'accroît, répondant à une nécessité économique mais aussi à un besoin de la société (nécessité d'utiliser les compétences des seniors, développement de la solidarité intergénérationnelle)

La législation et l'organisation du travail, les technologies de l'information, l'activité basée sur la connaissance favorisent l'insertion d'un nombre beaucoup plus large de personnes dans l'activité économique (à tous les âges de la vie et en tout point du territoire).

B. Territoire - Urbanisme

1. Les aspects environnementaux ont de plus en plus d'importance sur les modes de vie :

Le territoire de la Haute-Normandie dispose d'atouts environnementaux (paysage, climat, patrimoine) qui rendent la région attractive pour les seniors européens.

La prise en compte croissante des préoccupations environnementales et l'évolution du prix de l'énergie ont un impact fort sur les modes de transport (des seniors comme du reste de la population)

2. L'investissement en terme d'équipements collectifs et de qualité de service se poursuit :

Les transports en commun se développent en même temps que l'amélioration des infrastructures routières et ferroviaires dans la Région

Les alternatives à la voiture individuelle se développent (transport à la demande)

Il y a une demande accrue de sécurité et de sûreté de la part des seniors

Les besoins de construction et d'aménagement des logements se maintiennent à un niveau élevé (le nombre de ménages s'accroît mais leur taille moyenne se réduit)

C. Services – Lieux de vie

1. Les seniors ont un effet d'entraînement sur l'économie des territoires

Les seniors sont fortement consommateurs de biens et de services ce qui contribue à maintenir l'emploi local

Le poids socioéconomique de la dépendance s'accroît

2. La demande et l'offre de services à la personne s'accroissent:

Le souhait du maintien à domicile des personnes âgées perdure mais de multiples formes de prises en charge collectives sont proposées

Les emplois de service à la personne se développent pour toutes les classes d'âge.

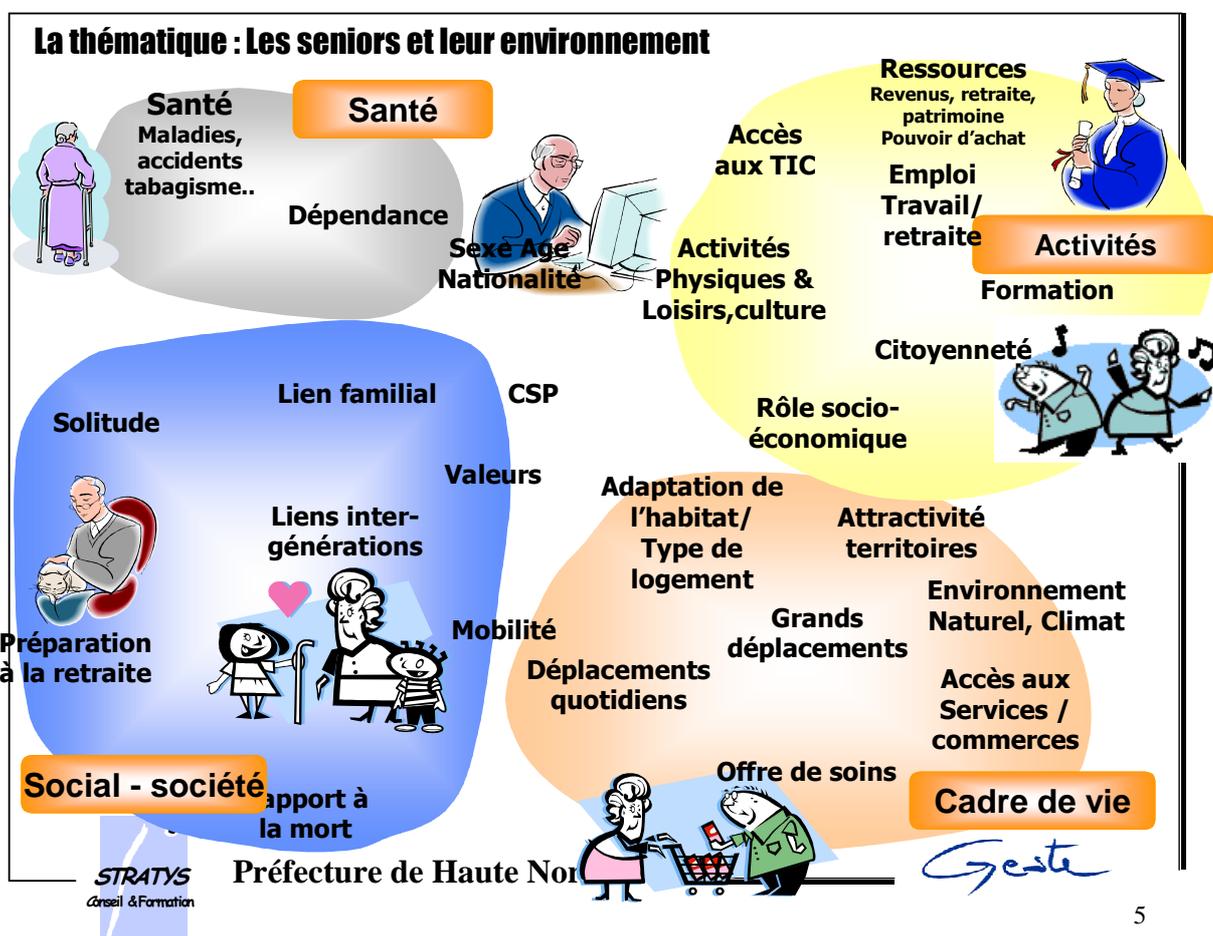
Le développement des technologies a un impact fort dans les services destinés aux seniors, notamment dans les domaines de la santé, (monitoring, surveillance, etc..) ou des applications domestiques (domotique, maison intelligente)

IV. Les Seniors et leur environnement : quels facteurs de changement à l'horizon 2025 ?

Décrire la vie des seniors en 2025, c'est imaginer les différents domaines de leur « sphère de vie » :

- ↳ leur état de santé, leur dépendance
- ↳ leur situation « sociale » : lien social, isolement,
- ↳ leur cadre de vie : logement, déplacements
- ↳ leurs activités et leurs ressources (emploi, vie associative, loisirs, etc.)

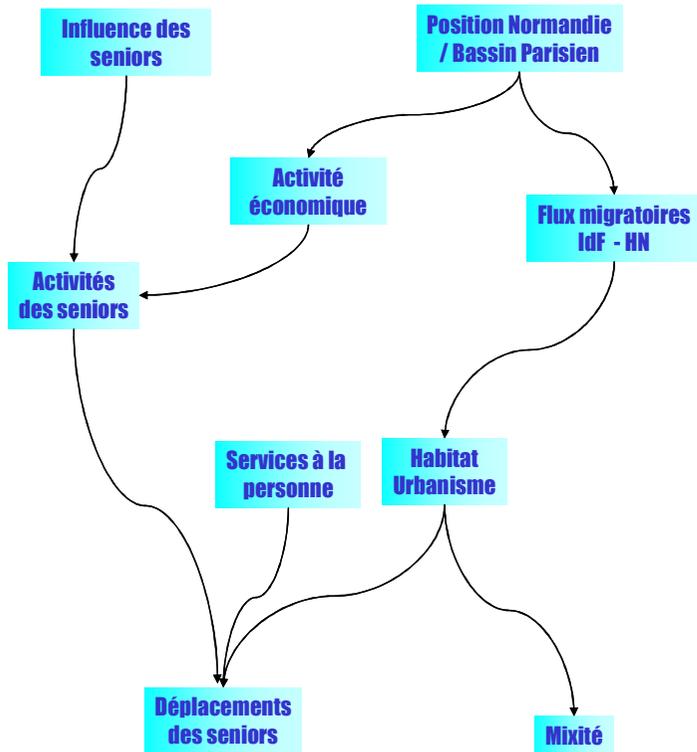
Le schéma ci-après décrit, pour chacun des domaines, les thématiques-clé de la vie des seniors.



Chacune de ces thématiques-clé a été étudiée sous un angle prospectif, dont on retrouvera les développements dans le dictionnaire des variables joint en annexe au rapport. Chaque fiche variable reprend la thématique en explicitant la problématique abordée, en indiquant s'il s'agit d'une tendance lourde ou d'une zone d'incertitude et donne les modalités d'évolutions possibles à l'horizon 2025.

V. Deux variables clé pour l'avenir des Seniors en Haute-Normandie : le contexte socio-économique et l'émergence éventuelle d'un «lobby » des Seniors

L'analyse structurelle consiste à étudier les interrelations deux à deux entre les variables de changement du système « Seniors en Haute-Normandie ». En effet, les variables sont pour la plupart interdépendantes entre elles, l'évolution d'une d'entre elles ayant un impact sur l'évolution d'une autre, et ainsi de suite... Dans cette mesure, l'analyse structurelle nous permet d'identifier les changements les plus influents ou « moteurs » et les changements les plus dépendants. Ce travail est représenté par les deux graphiques ci-dessous :



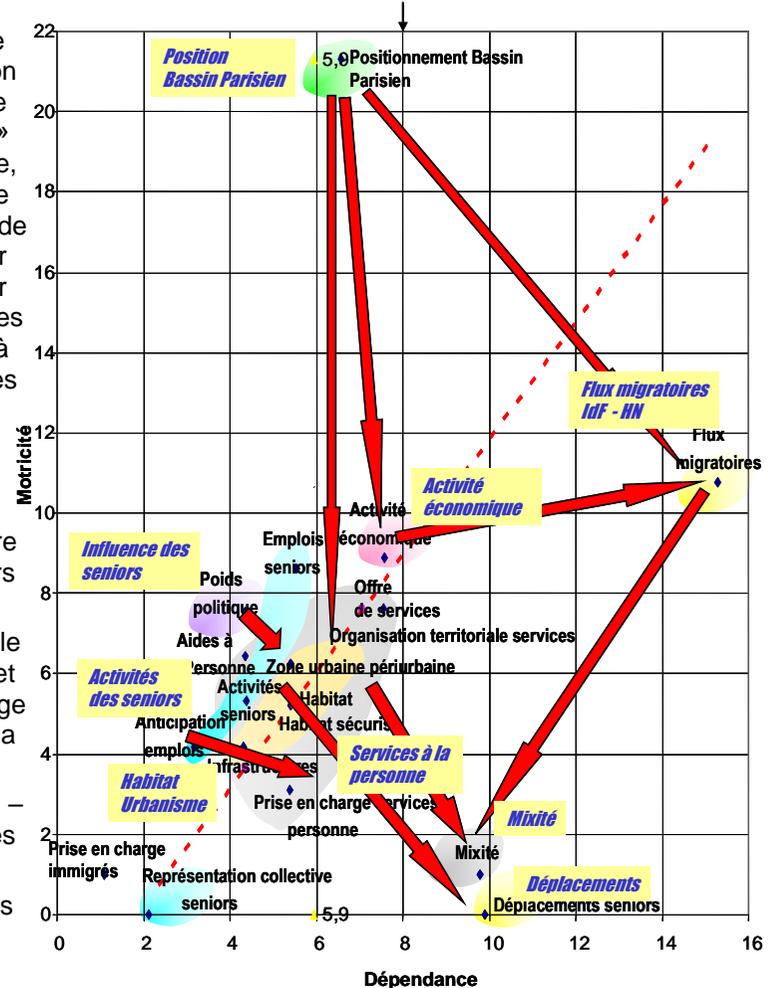
Le développement économique de la Haute Normandie est étroitement lié à son positionnement vis-à-vis du Bassin Parisien : une évolution vers une fonction de « transit » portuaire, sans réel impact sur l'économie locale, ou vers une fonction « résidentielle » pour l'Île de France, ou enfin vers une fonction de logistique, de conditionnement et de distribution, se traduira sur les activités qui s'implanteront dans la région, sur leur localisation, sur les flux migratoires entre les deux régions, enfin sur l'accès des seniors à l'emploi -en fonction de l'activité et des discriminations liées à l'âge.

Le poids politique des Seniors jouera un rôle central sur la question des retraites – en particulier sur l'âge de départ et sur leur niveau, mais également sur l'offre de services et le cadre de vie, à travers leur influence sur les décideurs locaux.

L'offre de services à la personne sera elle conditionnée par les politiques publiques, et notamment par l'évolution de la prise en charge financière, de l'organisation des soins, de la formation des professionnels.

L'évolution urbanistique et rurale dépendra en partie des flux migratoires entrants – actifs et retraités – qui modèleront fortement le territoire, selon s'ils s'installent dans les franges, le littoral, les agglomérations ou en milieu rural.

Le développement du mitage est un risque compte tenu du grand nombre d'infrastructures routières présentes sur le territoire.



VI. Deux variables clé pour les scénarios cadres : structure et santé économiques ; pouvoir politique des Seniors

Les scénarios « Hauts Normands » ci-après vont permettre de préciser différentes évolutions ou ruptures possibles à partir de deux variables qui ont été jugées les plus « influentes ». Il s'agit :

- D'une variable économique : quelles seront les activités qui vont « tirer » la Haute-Normandie en 2025 ?
- D'une variable politique : les seniors sauront-ils constituer un « lobby » dans la région Haute-Normandie et orienter les choix économiques et sociaux ?

A. Les alternatives économiques :

Trois alternatives ont été envisagées pour l'évolution économique de la région Haute-Normandie dans les 20 prochaines années. :

1. Une économie à vocation résidentielle

confortée par la présence de seniors plus nombreux –Hauts Normands mais également issus de l'Ile de France- ou pour nombre de cadres actifs d'entreprises tertiaires, qui font le choix d'habiter hors d'une Ile de France hyper-urbanisée, voire de travailler à distance ou dans des unités tertiaires délocalisées de ces entreprises (recherche, SAV, bureau d'études, comptabilité, par exemple). La création de richesse au niveau global est modérée mais largement diffusée sur l'ensemble du territoire.

2. Une économie liée au transit des marchandises

autour du complexe portuaire du Havre (Port 2000), de la vallée de la Seine et de Rouen (Agroalimentaire). Cette économie n'irrigue que modérément l'ensemble du territoire de la Haute-Normandie et la création de richesse au niveau global est modérée mais aussi concentrée sur les principaux axes de communication.

3. Une économie plus largement diversifiée

accroissant sensiblement le niveau global de richesse de la région, La Haute Normandie devient une zone d'échange commerciale et logistique. Des entreprises sont installées sur différents points du territoire grâce à un effort d'équipement et d'infrastructure élevé.

B. Les alternatives politiques sur le poids des seniors :

Deux alternatives sont envisagées :

1. Les seniors ont un pouvoir fort

et défendent efficacement leurs droits, leurs avantages, leurs retraites, leur maintien en activité pour ceux qui le souhaitent. Ils ont ainsi obtenu des collectivités territoriales la mise en place de plateformes de service – transports, aides à domicile, santé, culture, loisirs, etc...- dont les coûts sont largement pris en charge par lesdites collectivités.

2. Les seniors n'ont pas réussi à s'organiser en groupe de pression efficace

en raison de la diversité de leurs situations et de leurs intérêts, rarement pleinement convergents. Leur influence est plus diffuse, plus ponctuelle, mais ne suffit pas pour infléchir les politiques publiques locales ou nationales en leur faveur

VII. Quatre scénarios cadres pour les Seniors en Haute-Normandie à l'horizon 2025

4 scénarios sont construits à partir de la combinaison des deux variables jugées les plus motrices sur le système*:

Position / IdF Poids politique des Seniors	Normandie Transit T	Résidentielle Tertiaire R	Economie industriale portuaire E
Les Seniors ont une influence diffuse, dispersée D	TRANSIT	R+D	NORMANDY
Les Seniors exercent une influence forte, cohérente L	T+L	VERMEIL	POWER AGE

* Les combinaisons d'une économie de transit avec un lobby des seniors fort (T+L) et d'une économie résidentielle avec un pouvoir des seniors faible (R+D) ont été écartées car elles paraissent relativement antinomiques et donc avoir peu de chance de se réaliser

A. Le scénario VERMEIL : pouvoir des Seniors et économie résidentielle

Le scénario est construit sur les hypothèses suivantes :

1. La Haute Normandie (et la Normandie plus généralement) a vu sa vocation résidentielle confortée depuis 2015, que ce soit pour les retraités –Hauts Normands mais également issus de l'Ile de France- ou pour nombre de cadres actifs d'entreprises tertiaires, qui font le choix d'habiter hors d'une Ile de France hyper-urbanisée, voire de travailler à distance ou dans des unités tertiaires délocalisées de ces entreprises (recherche, SAV, bureau d'études, comptabilité, par exemple).
2. Les seniors se sont organisés en groupes de pression efficaces, et défendent efficacement leurs droits, leurs avantages, leurs retraites, leur maintien en activité pour ceux qui le souhaitent. Ils ont ainsi obtenu des collectivités territoriales la mise en place de plateformes de service – transports, aides à domicile, santé, culture, loisirs, etc...- dont les coûts sont largement pris en charge par lesdites collectivités.
3. Le niveau d'équipement et de richesse de la Haute-Normandie ne s'est que modérément accru mais l'ensemble du territoire en a bénéficié

Situation économique – Activité des Seniors

La Haute Normandie : un territoire qui attire les seniors comme les actifs

La Haute-Normandie attire de nombreux seniors franciliens, qui viennent couler une retraite heureuse dans l'Eure et surtout sur les villes du littoral.

Les seniors ne sont d'ailleurs pas les seuls à venir s'installer en Haute-Normandie : de jeunes actifs travaillant en Ile de France ont fait le choix d'y résider avec leurs familles.

Bien plus, l'amélioration des relations ferroviaires entre Rouen, Le Havre et la région parisienne, avec notamment la mise en place dès 2009 d'une liaison avec la gare de Roissy TGV a incité des entreprises à délocaliser en Haute Normandie des unités de recherche et plus généralement des fonctions tertiaires. Pour les cadres concernés, il est tout à fait possible de vivre et de travailler en Normandie

Le développement économique de la Haute Normandie : services à la personne et tertiaire supérieur

Ce dynamisme démographique stimule tout d'abord une économie présenteielle. De fait, seniors comme jeunes actifs sont consommateurs de services de proximité : commerces, transports, santé, etc.

Les actifs, implantés pour l'essentiel dans les villes et les zones périurbaines, peuvent, pour la plupart, supporter le prix de ces services (pris en charge, dans certains cas, par leurs employeurs).

Les seniors, répartis sur tout le territoire, bénéficient d'un réseau de service diffus en zone rurale, complémentaire à un maillage plus ou dense de pôles de services en zone urbaine et périurbaine, réseau que ces seniors contribuent souvent à animer. Forts de leur influence politique depuis la création d'un parti groupe de pression défendant leurs intérêts, les seniors ont d'ailleurs convaincu les Conseils Généraux et certaines communes à prendre en charge une part importante du coût de certains services pour les personnes âgées.

Outre cette économie présentielle, les activités « tertiaires supérieures » se sont fortement développées, se substituant aux activités industrielles. Plusieurs entreprises françaises et étrangères, notamment liées à la logistique, la distribution, l'agroalimentaire ou la pharmacie, ont implanté des centres de recherche ou des pôles de gestion à vocation nationale ou européenne, s'appuyant en cela sur l'amélioration des réseaux de transport ferroviaire et routiers, -Ligne à Grande Vitesse- mais également sur la disponibilité de réseau de communication haut débit sur toute la Région.

Une difficile adéquation de l'emploi aux besoins du développement des services à la personne

Le secteur des services à la personne a été dynamisé par la demande croissante des seniors mais aussi par l'apparition d'une offre renouvelée, animée par ces mêmes seniors. Le double effet de la baisse des pensions – qui contraint les seniors à rechercher de nouvelles sources de revenus – et de l'accroissement de la demande en services -émanant des seniors eux-mêmes, mais également des jeunes actifs, ont encouragé les seniors à investir ce secteur des services marchands.

Ce gisement de main d'œuvre supplémentaire (les seniors) ne répond que très partiellement aux besoins des structures : celles-ci rencontrent de réelles difficultés pour satisfaire leurs besoins de personnel qualifié dans le secteur des services à la personne, ce qui a freiné sans l'empêcher une explosion à la fois de l'offre mais bien entendu de la demande.

Les structures de service se sont certes renforcées, en compétences, en qualification, d'une façon générale en professionnalisation. La profession s'organise, le métier gagne en valorisation. Mais tous les besoins ne sont pas satisfaits.

Territoire - Urbanisme

Le territoire a été fortement remodelé par cet afflux de résidents –seniors et jeunes- Ces « flux migratoires » - et notamment l'arrivée de seniors et de jeunes actifs- ont contribué à remodeler progressivement le territoire, avec le développement de petits pôles urbains autour des grandes villes, des « Clusters ». Une politique de maîtrise de l'urbanisation, menée conjointement par les agglomérations du Havre, de Rouen et de Caen, a permis de maintenir des zones « vertes » au sein du tripôle urbain en voie de « consolidation ». Une politique de reconquête des centres urbains a été menée, mais avec des résultats mitigés. En effet, les quartiers conservent une certaine mixité des âges mais deviennent homogènes d'un point de vue social, avec des quartiers plus favorisés et d'autres plus défavorisés.

Services – Lieux de vie

La réponse aux besoins des seniors en matière d'hébergement, de sûreté et de transports

Une alternative à l'hébergement des personnes dépendantes pourrait voir l'apparition de nouveaux types d'établissements, sous la forme de réseaux de structures plus légères réparties sur le territoire, près des lieux de vie des seniors, s'appuyant sur une structure centrale. Néanmoins, dans certaines communes, une prise en charge partielle, impliquant une participation des bénéficiaires a pu conduire certains seniors

à faibles revenus à renoncer à bénéficier de certains services. Pour les seniors non dépendants, la politique de maintien à domicile a été poursuivie.

Un effort sur la construction de logements neufs avec des normes qui répondent aux besoins fonctionnels des seniors et une politique incitative de diffusion des innovations technologiques et en particulier en domotique ; les seniors pouvant choisir de rester chez eux tout en conservant une certaine sécurité physique dans des logements « intelligents ».

Le secteur marchand a en outre développé une offre d'habitat ultra-sécurisé, sous la forme d'appartement dans des résidences sécurisées avec gardiens.

Ici ou là, on assiste à l'apparition de quartiers à forte densité de seniors. Dans certaines communes, les seniors ont même obtenu des élus des mesures spécifiques pour assurer leur sécurité physique.

Enfin, une politique volontariste de développement des transports à destination des personnes âgées a porté ses fruits, se concrétisant par une offre différenciée selon les lieux de vie (transports en commun, transports à la demande)

B. Le scénario POWER AGE : Economie diversifiée et Pouvoir des Seniors

Le scénario est construit sur les hypothèses suivantes :

1. La Haute Normandie (et la Normandie plus généralement) devient une zone d'échange commerciale et logistique, dépendant de la place de marché de l'Île de France, et à proximité de la zone de logistique portuaire du Havre. Des entreprises de conditionnement, de logistique, de distribution, s'y sont installées.

2. Les seniors se sont organisés en groupes de pression efficaces, et défendent efficacement leurs droits, leurs avantages, leurs retraites, leur maintien en activité pour ceux qui le souhaitent. Ils ont ainsi obtenu des collectivités territoriales la mise en place de plateformes de service – transports, aides à domicile, santé, culture, loisirs, etc...- dont les coûts sont largement pris en charge par lesdites collectivités

3. Le niveau de richesse de la Haute-Normandie s'est largement accru et l'ensemble du territoire en a bénéficié. Le pouvoir fort des seniors a limité l'investissement à long terme et privilégié la redistribution notamment sous forme de prestations sociales.

Situation économique – Activité des Seniors

La Haute-Normandie, une économie dynamique dans un territoire attractif

La Haute-Normandie profite de son positionnement géographique privilégié, entre la zone logistique portuaire du Havre, et à proximité de la Région Parisienne, pour développer une activité économique propre. Ce développement économique s'appuie sur les secteurs traditionnels de la région (Energie, Pharmacie), mais également sur un nouveau rôle de « place d'échange », résultant de l'activité commerciale de l'Île de France et de la place portuaire du Havre.

La Haute Normandie est devenue, depuis la mise en service de Port 2000, un pôle d'échange à haute valeur ajoutée pour toutes les activités d'intégration, de

conditionnement, de distribution, pour l'électronique, l'informatique, l'agroalimentaire, la pharmacie ou la chimie.

La croissance démographique du territoire a stimulé l'économie résidentielle, un secteur où les seniors ont joué un rôle de premier ordre notamment dans les services à la personne.

Cette bonne santé économique a permis un maintien de fait des dispositifs permettant des départs anticipés à la retraite pour les Seniors ou les « pré-Seniors ». Aussi, comme les Seniors ont vu leur pouvoir d'achat se maintenir, éloignant par là même le spectre de devoir continuer à exercer une activité rémunérée comme complément nécessaire de ressources, ces mêmes Seniors ont pu s'adonner à leurs loisirs ou faire profiter aux autres classes de la population de leur temps libre en assurant des activités bénévoles, ou via un engagement collectif.

Territoire - Urbanisme

Le territoire Haut Normand a accueilli de nombreux Seniors et actifs au cours des vingt dernières années. Ces nouveaux arrivants se sont massivement installés sur les pôles urbains, provoquant un étalement urbain important, en particulier le long des axes majeurs de communication (Le Havre, Rouen, Paris). C'est d'ailleurs sur cet axe, et à proximité de la région parisienne que de nombreuses sociétés du secteur tertiaire supérieur se sont implantées.

Avec ce grossissement des villes, l'évolution sociale des quartiers a nettement basculé vers une non-mixité sociale et générationnelle. Il est quasi possible aujourd'hui de situer les quartiers de Seniors aisés et les quartiers de Seniors défavorisés sur la carte de l'agglomération rouennaise. On a par ailleurs observé l'apparition de résidences ultra-sécurisées et à un coût certain en réponse à une exigence accrue de sécurité exprimée par les Seniors.

Services – Lieux de vie

La politique de maintien à domicile a été poursuivie, pour satisfaire cette demande des Seniors. Des réseaux de structures plus légères ont été créés. Elles ont été réparties sur le territoire, près des lieux de vie des Seniors, et se sont appuyées sur une structure centrale. Cette organisation a été confortée par l'étalement urbain, qui a éloigné les Seniors des pôles primaires.

Les services à la personne se sont professionnalisés grâce à des efforts de formation et une meilleure rémunération et reconnaissance de ces métiers. Le secteur a également profité de la solvabilité des clients, puisque les seniors bénéficient d'une prise en charge totale de cette catégorie de soins et services.

Les transports en commun se sont fortement développés en milieu urbain et se sont adaptés pour accueillir au mieux les Seniors, y compris à mobilité réduite.

C. Le scénario NORMANDY : Economie diversifiée et Pouvoir diffus des Seniors

Le scénario est construit sur les hypothèses suivantes :

1 La Haute Normandie (et la Normandie plus généralement) devient une zone d'échange commercial et logistique, dépendant de la place de marché de l'Île de France, et à proximité de la zone de logistique portuaire du Havre. Des entreprises de conditionnement, de logistique, de distribution, s'y sont installées.

2 Les seniors n'ont pas réussi à s'organiser en groupe de pression efficace, en raison de la diversité de leurs situations et de leurs intérêts, rarement pleinement convergents. Leur influence est plus diffuse, plus ponctuelle, mais ne suffit pas pour infléchir les politiques publiques locales ou nationales en leur faveur

3 Le niveau de richesse de la Haute-Normandie s'est largement accru et l'ensemble du territoire en a bénéficié. L'investissement à long terme a été privilégié pour pérenniser les activités productives

Situation économique – Activité des Seniors

La Haute-Normandie, une économie dynamique dans un territoire attractif

La Haute-Normandie profite de son positionnement géographique privilégié, entre la zone logistique portuaire du Havre, et à proximité de la Région Parisienne, pour développer une activité économique propre. Ce développement économique s'appuie sur les secteurs traditionnels de la région (Energie, Pharmacie), mais également sur un nouveau rôle de « place d'échange », résultant de l'activité commerciale de l'Île de France et de la place portuaire du Havre.

La Haute Normandie est devenue, depuis la mise en service de Port 2000, un pôle d'échange à haute valeur ajoutée pour toutes les activités d'intégration, de conditionnement, de distribution, pour l'électronique, l'informatique, l'agroalimentaire, la pharmacie ou la chimie.

La croissance démographique du territoire a stimulé l'économie résidentielle, un secteur où les seniors ont joué un rôle de premier ordre notamment dans les services à la personne.

Territoire – Urbanisme

Des disparités territoriales fortes

La répartition de la population sur le territoire est inégale, avec des zones dynamiques en termes d'emploi qui attirent de jeunes actifs, alors que d'autres territoires n'attirent que des seniors inactifs. On observe toutefois le développement de petits pôles urbains autour des grandes villes.

Que ce soit en milieu urbain, périurbain ou rural, la mixité des âges est une réalité, mais pas la mixité sociale : il y a une réelle frontière entre des quartiers dits aisés et les zones défavorisées.

Services – Lieux de vie

La réponse aux besoins des seniors : sécurité, maintien à domicile et structures légères en réseau, enfin des services principalement marchands

Même si les seniors ne disposent pas d'un pouvoir d'influence suffisant pour satisfaire à toutes leurs revendications, ils ont quand même obtenu gain de cause sur la problématique sécuritaire, avec un renforcement des forces de proximité et une politique incitative en termes d'aménagement du logement (domotique). Ces mesures renforcent la politique de maintien à domicile pour les seniors non dépendants.

Pour les seniors dépendants, la création de nouvelles structures plus légères s'appuyant sur une structure centrale, mieux réparties sur le territoire, permet d'assurer leur hébergement près de leurs lieux de vie.

Comme les pouvoirs publics, aux moyens limités, ont investi sur le terrain de la sécurité, c'est le secteur privé – marchand et non lucratif – qui a été l'opérateur dominant de l'offre de services à la personne. En termes de prise en charge, le secteur public s'est désengagé laissant libre place à l'offre marchande.

Qui ont toutefois réussi à faire prendre en compte par les pouvoirs publics quelques spécificités

Le développement économique attire une main d'œuvre qualifiée constituée de jeunes actifs des régions voisines, mais fait appel également aux seniors jeunes retraités, sollicités pour transmettre leur expérience et leur savoir-faire. Cette tendance, couplée à une politique volontariste de maintien dans l'emploi avec des actions fortes de requalification, a également permis de reclasser les seniors désireux ou contraints de poursuivre une activité.

D. Le scénario TRANSIT: Economi de transit et Pouvoir diffus des Seniors

Le scénario est construit sur les hypothèses suivantes :

1. La Haute Normandie (et la Normandie plus généralement) est devenue une zone de transit), autour du complexe portuaire du Havre (Port 2000), de Rouen (Agroalimentaire). Les liaisons –ferroviaires, fluviales et routières- avec l'Île de France ont été améliorées, fluidifiant le trafic de fret vers l'Île de France
2. Les seniors n'ont pas réussi à s'organiser en groupe de pression efficace, en raison de la diversité de leurs situations et de leurs intérêts, rarement pleinement convergents. Leur influence est plus diffuse, plus ponctuelle, mais ne suffit pas pour infléchir les politiques publiques locales ou nationales en leur faveur
3. Le niveau d'équipement et de richesse de la Haute-Normandie ne s'est que modérément accru et s'est surtout concentré sur les zones de communication (vallée de la Seine)

Situation économique – Activité des Seniors

La Haute-Normandie, zone de transit

La Haute-Normandie est devenue une zone de transit, sans activité économique significative implantée sur le territoire, autre que les activités connexes générées par le fret maritime et fluvial et la logistique, dans le pourtour de la zone portuaire et la

vallée de la Seine. Les activités logistiques se sont substituées aux activités industrielles de la région.

L'activité des seniors : préretraites et pluriactivité

Les salariés âgés ont pris de plein fouet la crise industrielle qu'a traversé la région. Mis le plus souvent en pré-retraite lors des plans sociaux liés aux réductions d'emploi industriels, ces « pré-seniors » ont été contraints de trouver une activité marchande pour subvenir à leurs besoins et compléter leurs revenus de retraite.

Territoire - Urbanisme

Des disparités territoriales : vieillissement des zones rurales, croissance urbaine modérée

L'activité liée au fret maritime et l'arrivée de nouveaux habitants ont généré une croissance urbaine modérée.

Certains territoires haut normands –notamment sur le littoral- ont continué à attirer des habitants – seniors et actifs - enclins à profiter de la proximité de l'île de France et du cadre de vie proposé.

D'autres territoires, moins attractifs, moins bien desservis ou en déprise économique, n'attirent que des seniors, accélérant le vieillissement déjà marqué des zones rurales.

Services – Lieux de vie

La réponse aux besoins des seniors : des services à deux vitesses

L'activité liée aux services à la personne s'est précarisée, les métiers liés aux services à la personne sont délaissés, et l'offre n'a pas répondu aux besoins énormes dans ce secteur.

Le principe d'une participation financière des bénéficiaires des services à la personne a conduit de nombreux seniors à renoncer à certains services, alors que d'autres ont pu continuer en bénéficiant.

De fait, on voit émerger des offres de services « à deux vitesses », accroissant les inégalités dans l'accès aux services, ce qui accentue l'isolement des Seniors fragilisés.

Cette inégalité d'accès trouve également un écho au niveau urbanistique, avec le renforcement de la séparation entre quartiers aisés et quartiers défavorisés, la mixité des âges s'exerçant au sein d'une catégorie homogène de revenus.

Bien plus, pour les seniors les plus aisés, une offre d'habitat ultra sécurisé (appartement dans résidences sécurisées avec gardiens) est disponible sur le marché. Pour les autres personnes âgées, l'isolement s'est accru ainsi que le sentiment d'insécurité.

VIII. 8 profils de Seniors couvrant les grandes problématiques du vieillissement en Haute-Normandie

Nous avons identifié 8 profils de seniors qui doivent nous servir à illustrer, de manière concrète, sur des territoires déterminés, différentes problématiques liées au vieillissement de la population en Haute-Normandie. Préalablement à ces huit profils, nous avons établi une grille pour identifier les paramètres à étudier et faire émerger des problématiques ciblées.

Paramètres pour construire des profils de seniors					
Domaines :	Modalité 1	Modalité 2	Modalité 3	Modalité 4	Modalité 5
Autonomie	Autonome	Autonome avec besoin d'aides	Dépendant		
Santé	Très peu de pathologies	Pathologies multiples mais peu invalidantes	Pathologies multiples invalidantes	Pathologies multiples invalidantes (psychiques...)	
Situation familiale	Présence du conjoint	Seul avec descendants proches	Seul sans famille proche ou sans descendants		
Patrimoine	propriétaire	locataire	Résidence secondaire		
Ressources	Ressources et consommation élevées	Ressources et consommation limitées mais sans fragilité	Grande fragilité financière	Ressources élevées et consommation faible	
Situation géographique	Grande Ville (Rouen, Le Havre)	En périphérie d'une grande ville	petite ville, bourg avec services	Village, hameau avec peu ou pas de services	Ville avec des équipements pour personnes âgées
Habitat	Individuel (appartement)	Individuel (maison)	Logement/foyer, Résidence avec services	Maison de retraite, MAPAD, Hôpital	
Déplacements	véhicule personnel	Transport en commun de proximité	Service de transport dédié ou à la demande		
Liens sociaux	Liens familiaux amicaux proches	Liens familiaux amicaux distants	Liens de voisinage, de proximité	liens associatifs (club 3ème âge ateliers...)	Isolement
Activité	Activité professionnelle rémunérée	Activité bénévole	Activité culturelle, sportive individuelle	Activité culturelle, sportive, collective	

Problématiques

- Problématique activité
- Problématique situation géographique et déplacement
- Problématique habitat et liens sociaux
- Problématique situation familiale et prise en charge financière

Domaines :	Modalité 1	Modalité 2	Modalité 3	Modalité 4	Modalité 5
Autonomie	Autonome	Autonome avec aide	Dépendant		
Santé	Très peu de pathologies	Pathologies multiples peu invalidantes	Pathologies multiples invalidantes	Pathologies multiples invalidantes (psychiques...)	
Situation familiale	Présence du conjoint	Seul avec descendants proches	Seul sans famille proche ou sans descendants		
Patrimoine	propriétaire	locataire	Résidence secondaire		
Ressources	Ressources élevées et consommation élevée	Ressources limitées mais sans fragilité	Grande fragilité financière	Ressources élevées et consommation faible	
Situation géographique	Grande Ville (Rouen, Le Havre)	En périphérie de grande ville	Ville avec équipements pour personnes âgées	petite ville avec services	Village hamlet avec peu ou pas de services
Habitat	Individuel (appartement)	Individuel (maison)	Logementoyer, Résidence avec services	Maison de retraite, MAPAD, hôpital	
Déplacements	véhicule personnel	Transport en commun de proximité	Service de transport dédié ou à la demande		
Liens sociaux	Liens familiaux ou amicaux proches	Liens familiaux ou amicaux distants	Liens de voisinage, de proximité	liens associatifs (club 3ème âge ateliers...)	isolement
Activité	Activité professionnelle rémunérée	Activité bénévole	Activité culturelle, sportive individuelle	Activité culturelle, sportive, collective	

8 Profils de Seniors en 2025

N° profil	Nom	Problématique	Situation sociale, familiale	Territoire
1		Formation et aides pour favoriser l'emploi Liens entre habitants et économie locale	Couple (60/61 ans) recherchant une nouvelle activité localement à Vernon	Vernon
2		Attractivité de la ville de Dieppe pour les seniors (qualité de vie et des services, sécurité et l'animation locale) Coût de l'immobilier réduisant la mixité de la population dans la ville Niveau de la fiscalité avec le développement des responsabilités de la communauté de commune et les contraintes d'environnement Desserte entre Dieppe, Rouen, Le Havre et Paris favorisant la venue de nouveaux résidents Essor des technologies permettant d'exercer une activité professionnelle à temps partagé et à distance	Couple (65/62 ans) retraités aisés et actifs vivant à Dieppe	Dieppe
3		Transformation des foyers logements Conséquences des maladies professionnelles à effet différé Isolement, problème de sécurité Liaisons intervilles en dehors des grands axes	Célibataire (71 ans), ancien OS de l'industrie automobile vivant seul en foyer/logement	Elbeuf
4		Mixité intergénérationnelle Mouvements associatifs à l'initiative des seniors ou renforcement de l'individualisme. Diversité de l'offre des services à la personne Lien avec les collectivités locales (poids politique, subventions) Activités culturelles locales pour les personnes âgées	Célibataire (72 ans) retraitée de l'Education nationale vivant dans un ensemble collectif associatif	Près de Rouen
5		besoin d'un accueil de jour et hébergement temporaire pour soulager les proches Coût de la prise en charge à venir	Veuve (75 ans) avec Alzheimer bénéficiant d'un accueil de jour et d'hébergement temporaire	Evreux
6		Transports réguliers vers l'hôpital Liens avec la famille, le voisinage Animations et activités proposées par la ville	(77/80 ans) dont l'un doit se rendre régulièrement à l'hôpital	Neufchâtel en Bray
7		Seuils des prestations de minimum vieillesse excluant des personnes avec des faibles niveaux de retraite Difficulté de maintien des personnes âgées dans leur logement avec l'augmentation du prix de l'immobilier Charge fiscale des seniors bénéficiant de nombreux services financés par la collectivité (transport, santé, loisirs)	Couple (89/84 ans) dont l'un est en maison de retraite, avec des difficultés financières	Le Havre
8		Maintien à domicile pour conserver les liens avec le voisinage Dépendance allant en augmentant justifiant soit une augmentation des aides à domicile soit la décision d'aller à la maison de retraite Capacité (volonté ?) de la famille à financer la prise en charge à venir	Veuve (92 ans) d'un agriculteur vivant chez elle	Breteil (Eure)

Les portraits de Seniors sont présentés de la manière suivante :

- une première partie avec les grands traits : âge, situation familiale, lieux de vie, etc. et l'exposé succinct des problématiques abordées dans ce portrait
- une deuxième partie avec en typo de couleur noire constituant l'introduction du portrait, la partie stable, quasi invariante selon les différents scénarios cadres ; en typo de couleur (**orange**, **bleu**, **verte** ou **grise**) qui raconte la vie du Senior en fonction du scénario retenu
- une troisième partie conclusive qui met en évidence les différences dans la vie des Seniors en fonction des scénarios.

Des portraits très différents selon les scénarios

La présentation de différents profils de seniors permet d'illustrer la variété des situations de vieillissement suivant les profils des personnes âgées et « leurs histoires de vie » : c'est une évidence que le vieillissement ne touchera pas de la même façon à l'ensemble de la population. Envisager les conditions de vie les personnes de plus de 60 ans en 2025 revient à traiter à la fois :

- **Les conditions d'emploi des travailleurs âgés.** Les travailleurs vieillissant vont-ils se maintenir en activité jusqu'à 65 ans demain (ou plus en 2025) ? Vont-ils être encouragés à poursuivre d'autres formes d'activité, à développer des métiers de service, d'artisanat pour lesquels ils possèdent des « habilités » non nécessairement reliées à leur métier d'origine ? L'activité professionnelle des personnes de plus de 60 ans peut avoir un effet important en contribuant au développement économique et en assurant des services difficilement pris en charge par les classes d'âge plus jeunes et moins nombreuses.
- **L'attractivité des territoires** vis à vis des seniors en maintenant, voire en améliorant l'environnement et le cadre de vie, l'offre de soins, la sécurité publique qui sont autant de points qui peuvent les encourager à rester présents et actifs sur un territoire et contribuer à l'économie « présenteielle ».
- La **solidarité intergénérationnelle** qui dépend pour une part des liens familiaux, amicaux et de la place des aidants mais aussi de l'accessibilité aux services collectifs. La perte d'autonomie et l'isolement sont souvent liés à des problèmes de logement (qui devient inadapté) et à un manque d'offre de transports (accessibles pour les personnes âgées). La question se posera de manière différenciée suivant les services sociaux qui ont pu être développés (avec la question de la régulation et de la prise en charge assurées par les services publics).

Les profils évoluent fortement suivant les scénarios envisagés pour la région Haute-Normandie. La qualité de vie des seniors – même celle des plus favorisés – se dégrade dans un contexte économique morose, mais surtout lorsque les services (hébergement, transport, commerces, etc.) font défaut ou sont peu coordonnés. Les facteurs habitat et

hébergement, services à la personne et mobilité sont fortement liés : une dégradation importante de l'un de ces facteurs peut induire la modification de plusieurs autres.

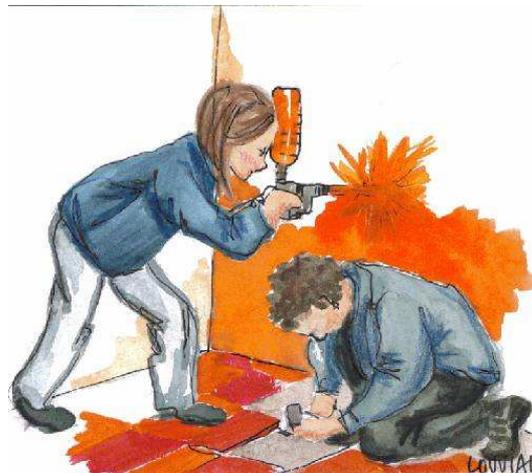
Si une dégradation durable de la qualité de vie des seniors se produit, il pourrait favoriser l'émergence d'un groupe de pression des personnes âgées pour défendre leurs intérêts. Ce dernier point conduit à considérer que les scénarios fondés sur des hypothèses de contexte économique défavorable et l'absence de lobby fort des seniors ne sont pas des scénarios stables, et peuvent évoluer à moyen terme vers des scénarios où les seniors tendent à faire pression sur les décideurs locaux et nationaux.

Ce dernier point conduit à considérer que les scénarios fondés sur des hypothèses de contexte économique défavorable et d'absence de lobby fort des personnes âgées ne sont pas des scénarios stables, et peuvent évoluer à moyen terme vers des scénarios où les seniors tendent à faire pression sur les décideurs nationaux et locaux.

A. Profil 1 : Nathalie et Christophe Laplanche

Les grands traits :

- Homme de 60 ans (né en 1965) et femme de 61 ans (née en 1966)
- ayant travaillé tous les deux en région parisienne
- Habitent depuis 25 ans près de Vernon dans une maison aménagée entièrement par eux-mêmes
- Ils ne peuvent pas encore prendre leur retraite et recherchent une nouvelle activité
- Envisagent d'ouvrir un gîte en couple et d'exercer à leur compte une activité artisanale dans le second œuvre.



Les problématiques abordées

- Formation et aides pour favoriser l'emploi
- Liens entre habitants et économie locale

Introduction

Nathalie et Christophe se connaissent depuis le collège lorsque leurs parents habitaient Gisors. N'étant pas très assidus dans leurs études après un baccalauréat technologique tertiaire (STT) en 1985 et deux premières années à la faculté en région parisienne qui se sont soldées par un échec, ils ont rapidement trouvé des petits boulots dans la restauration pour l'un, dans le commerce pour l'autre. Si les études n'étaient pas leur point fort, ils étaient par contre débrouillards et malgré le chômage très important dans les années 90, ils n'ont jamais été longtemps sans emploi. Au fil des ans, leur situation s'est stabilisée. Ils travaillent tous les deux en région parisienne, Christophe est agent de maîtrise depuis 15 ans dans une société de nettoyage et Nathalie visiteuse médicale pour un laboratoire pharmaceutique.

Ils ont acheté en 2000 un ancien corps de ferme, en mauvais état, à proximité de Vernon. Pendant 25 ans, leur unique fille, Léa, ne les a pas beaucoup vus, tant ils passaient du temps à reconstruire et aménager cet ensemble de bâtiments qui était devenu leur passion. Aujourd'hui, la société Plus-net dans laquelle travaille Christophe est en règlement judiciaire car la reprise de l'entreprise il y a 2 ans à un nouvel actionnaire s'est révélée catastrophique. Il va perdre d'ici quelques mois son travail. Sa femme supporte de plus en plus mal les allers et venues liés à son travail. Pourquoi ne pas profiter de ce licenciement pour démarrer une nouvelle activité qu'ils choisiraient ensemble à Vernon même ? La retraite... il n'en est pas question à 60 ans et ce qu'ils recevraient avec seulement 39 années de cotisation serait vraiment faible !

Scénario POWER AGE

N et C ont eu de la chance en s'installant à Vernon en 2005. Alors que beaucoup les activités de logistique se développaient largement dans la vallée de la Seine, avec ces immenses « hubs » de transport routier, la municipalité, avec d'autres communes de la vallée de la Seine et de l'Oise, ont su préserver leur environnement en se regroupant au sein « Du pays des Impressionnistes ». Pour beaucoup de franciliens et d'étrangers, passer quelques jours dans ce pays présente un retour aux sources certain d'autant plus qu'il existe de nombreux gîtes de charme (malheureusement trop souvent complets).

L'habitation de N et C qui n'était au départ qu'un ensemble de bâtiments sans grâce est devenue une propriété agréable avec ses 6 chambres équipées ce qui permet de recevoir des touristes en formule de chambres d'hôte tout en en gardant une certaine intimité. Les premiers contacts que prennent N et C avec le responsable touristique du Pays des Impressionnistes et avec la fédération départementale des gîtes sont efficaces. La parution de leur offre de gîte pourra démarrer dès qu'ils auront fait les modifications d'accessibilités imposées par la nouvelle norme de qualité ISO.

L'activité de gîte risquant d'être faible en morte saison, N et C ont aussi le projet de monter une entreprise artisanale d'aménagement intérieur, mettant en pratique plus de 20 ans d'expérience personnelle en menuiserie, plomberie et peinture. Là encore, la chambre des métiers sait apporter des réponses concrètes à des entrepreneurs de tous âges voulant s'installer à leur compte. Un apport en capital est possible avec un remboursement sur 10 ans, même si l'on a 60 ans. D'autre part, un groupement d'employeurs permet aux artisans qui ne trouvent pas d'ouvriers à recruter de faire appel, pour le temps d'un chantier, du coup de main indispensable lorsqu'il faut poser des plafonds ou modifier une charpente (ce n'est pas Nathalie qui peut aider seule Christophe même si elle est vaillante !). Cette activité devrait démarrer sans problème tant est forte la demande des particuliers et des collectivités pour effectuer ce type de travaux.

Scénario TRANSIT

La région HN a surtout développé depuis 20 ans les axes de communication vers l'Europe entière à partir du port du Havre. Le réseau routier permettant le transport de containers s'est fortement accru et la zone d'activité de Vernon a été largement étendue pour constituer un pôle d'échange de marchandise à l'Ouest de l'Île de France. Malheureusement ce pays qui avait auparavant un attrait touristique s'est profondément transformé, seul Giverny a réussi à préserver son cadre champêtre. Autour de l'habitation de N et C, ce n'est plus le même environnement qu'il y a 20 ans lorsqu'ils ont acheté la maison : une grande surface et de nombreux entrepôts aux alentours se sont construits. S'ils le voulaient, les touristiques auraient du mal à rejoindre Vernon par le train ou même la route tant les problèmes de transports se sont aggravés avec ces flux de marchandises... L'idée d'ouvrir un gîte, qu'ils avaient secrètement envisagé pour leur retraite est devenu aujourd'hui totalement irréaliste.

Mais l'abattement ou le repli sur soi ne sont pas les penchants habituels de N et C. Ils veulent monter une activité artisanale dans le domaine qu'ils connaissent bien : la rénovation et l'aménagement de logements. Même si les revenus dans la région ne sont

pas très élevés, beaucoup de particuliers recherchent des entrepreneurs de second oeuvre débrouillards maintenant que les salariés des pays d'Europe de l'Est sont retournés dans leur pays du fait du rattrapage de leur économie.

La rencontre avec le banquier s'est mal passée car il n'est possible d'emprunter la mise de fond à leur âge sans hypothéquer leur patrimoine ce qu'il ne souhaite pas faire vis à vis leur fille (on ne sait jamais ce qui peut arriver à l'entreprise si un chantier se passe mal). La Chambre de Commerce et l'Industrie (... pour ce qu'il en reste...) de l'Eure n'a pas prévu de dispositif de caution mutuelle. Il est donc très difficile pour N et C de créer cette entreprise artisanale alors que la demande existe. En attendant de résoudre cette question épineuse, N et C doivent démarrer un chantier pour un voisin proche qui les supplie depuis plusieurs mois d'aménager son logement pour sa femme qui est devenue handicapée. Pour le règlement des travaux, un arrangement pourra être trouvé car ce voisin est prêt à céder un véhicule d'occasion qui correspond à celui que cherchait N et C.

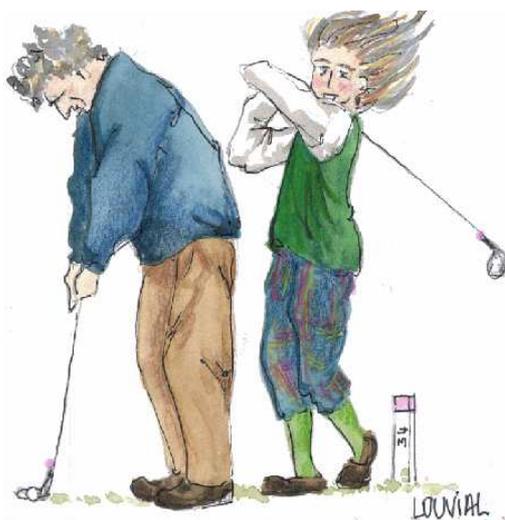
Dans le premier scénario, les politiques publiques ont su conserver des atouts territoriaux ce qui contribue au développement de l'économie locale. L'activité professionnelle est encouragée à tous les âges de la vie (en cohérence avec la formation) et de multiples aides soutiennent l'activité des seniors.

A l'inverse, le scénario de transit avec un pouvoir diffus des seniors n'incite pas cette reprise d'activité. Le travail dissimulé ou le troc deviennent des substituts à une activité déclarée.

B. Profil 2 : Nathalie et Sébastien Dupuis

Les grands traits

- ↳ 65 ans (né en 1960) et 62 ans (née en 1963)
- ↳ marié, 3 enfants
- ↳ Habitant aujourd'hui Dieppe, ayant déménagé de la périphérie de Rouen en 2022 pour habiter de manière permanente une maison familiale
- ↳ Dernier emploi salarié jusqu'en 2022 : directeur administratif et financier d'entreprise.
- ↳ Depuis 3 ans, activité d'indépendant comme conseil auprès d'associations avec un cumul emploi/retraite
- ↳ Conjointe retraitée de la fonction publique territoriale, participant à l'organisation du festival culturel sur le patrimoine
- ↳ Implication dans la politique locale pour maintenir les orientations prises en matière de respect de l'environnement
- ↳ Adaptation progressive du logement en prévision de difficulté de mobilité (habitation en hauteur) du fait des incitations fiscales



Les problématiques abordées

- ↳ **Attractivité de la ville de Dieppe pour les seniors (qualité de vie et des services, sécurité et l'animation locale)**
- ↳ **Coût de l'immobilier réduisant la mixité de la population dans la ville**
- ↳ **Niveau de la fiscalité avec le développement des responsabilités de la communauté de commune et les contraintes d'environnement**
- ↳ **Desserte entre Dieppe, Rouen, Le Havre et Paris favorisant la venue de nouveaux résidents**
- ↳ **Essor des technologies permettant d'exercer une activité professionnelle à temps partagé et à distance**

Introduction

Nathalie et Sébastien ont eu une vie professionnelle remplie et riche. Ils n'ont pas toujours eu les mêmes positions politiques. Sébastien ayant exercé des fonctions de direction financière dans le secteur nucléaire alors que Nathalie était sensible au discours écologique. Cette dernière a travaillé à la Mairie de Rouen. Le couple a eu trois enfants dont deux ont fondé une famille et vivent à Rouen et au Havre. Le troisième s'est progressivement marginalisé et ne donne pratiquement plus de ses nouvelles.

Nathalie et Sébastien Dupuis sont des jeunes seniors privilégiés (Boobos) qui disposent d'un capital social et économique important. Leur choix d'habiter à Dieppe s'explique d'abord par des réalités objectives : la mère de Sébastien ne peut plus habiter la maison familiale de Dieppe devenue trop grande pour elle seule et souhaitait s'installer dans les nouvelles résidences service du centre ville. Par ailleurs, Nathalie et Sébastien avaient été séduits par l'évolution de la ville de Dieppe et son haut niveau d'équipement culturel. La vie à Rouen était de plus en plus chère et ils ne se voyaient pas entretenir deux maisons. La vente de leur pavillon de Rouen leur a permis de financer largement les travaux nécessaires pour l'amélioration du confort de la maison familiale de Dieppe qui en outre se situe au cœur du quartier chic de la ville.

Scénario POWER AGE

Les deux membres du couple entendent développer des réseaux relationnels propres et s'investir dans le local en fonction de leurs intérêts, tant personnel qu'idéologiques. Chacun cherche à bénéficier, sans l'exprimer nécessairement, d'une offre suffisante pour développer des moments de vie sans l'autre.

Ils ont aussi choisi Dieppe pour cela. La ville a joué la carte du résidentiel et a vu évoluer la typologie de sa population. Poussée par une large partie de la population, la ville s'est fortement orientée vers des investissements destinés à répondre aux problématiques du vieillissement et de la dépendance. D'une ville populaire, elle s'est muée en ville balnéaire et de loisirs. La construction d'un port sec lui a permis de répondre à l'explosion de la navigation de proximité (cabotage). Sébastien a ainsi pu réaliser son rêve de disposer de son propre bateau... Même s'il ne le sort que très rarement.

Nathalie, elle, a voulu s'engager dans le monde associatif, en particulier pour défendre l'environnement et préserver le cachet de son quartier.

Par ailleurs, Dieppe s'est rapproché de Paris, à travers l'amélioration des lignes de chemins de fer, ce qui permet à Nathalie de venir voir régulièrement sa mère qui habite la

capitale. Le couple visite régulièrement ses deux enfants et prends souvent les petits enfants lors des vacances scolaires. Très mobiles, Nathalie et Sébastien profitent aussi de la SNCF pour venir sur Paris afin de réaliser des voyages d'agrément.

Ces deux seniors entendent profiter au mieux de leur retraite mais pensent déjà aux années futures et suivent de très près les programmes de construction de nouvelles résidences dépendance. Sébastien est d'ailleurs au Conseil des anciens de la ville pour suivre en particulier les conditions de vie des personnes, comme sa mère, qui sont logées dans ce type de structure. Il a fait pression avec d'autres pour le lancement d'une nouvelle maison de retraite qui soit de plein pied dans la ville et associée à des infrastructures pour plus jeunes.

Scénario TRANSIT

La ville de Dieppe a profondément changé en trente ans. Elle est devenue un véritable centre économique avec une activité de services et des industries. Pour Nathalie et Sébastien, cette situation n'a pas que des avantages car la vie est relativement difficile dans une ville qui fait face à des embouteillages endémiques et dont le foncier a explosé ces dernières années. Le prix de la résidence service pour la mère de Sébastien est très élevé et il est difficile de trouver des entrepreneurs en bâtiment disponibles.

En revanche, la fréquence des liaisons ferroviaires avec Paris, le Havre ou Rouen, facilitent grandement la vie quotidienne des époux Dupuis. En effet, Nathalie peut régulièrement aller voir sa mère à Paris et les relations avec leurs enfants et leurs petits enfants sont très fréquentes.

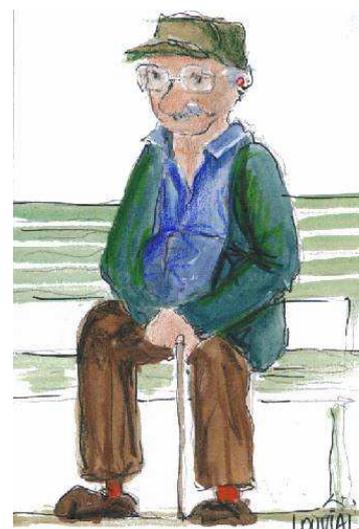
En revanche, l'augmentation imprévue des cotisations pour les retraités et les sur coûts pour l'équipement de la maison, ont conduit Sébastien à revendre son bateau et à réduire ses activités de loisirs. Nathalie, pour sa part, est très engagée dans la défense de son quartier, tant sur le plan de l'environnement que sur celui de la sécurité. L'augmentation du trafic routier et de nuisances diverses réduit leur plaisir de vivre à Dieppe même s'ils ont construit des relations de voisinage de grande qualité. L'un et l'autre ont une tendance à se replier sur leur famille et un voisinage qui leur ressemble.

Ils se sont vite adaptés à une ville dont ils ne se sentent pas des hôtes privilégiés et militent dans des associations de défense des personnes dépendantes pour que les infrastructures s'améliorent.

C. Profil 3 : Youssef CHERIFI

Les grands traits

- 71 ans (né en 1954 en Algérie)
- en France depuis 1973, célibataire. N'ayant pas gardé d'attaches dans son pays d'origine
- A travaillé comme OS à Cléon jusqu'en 2012 (62 ans)
- Présente plusieurs pathologies (TMS et audition) liées au travail exercé. A connu récemment une dégradation de santé importante nécessitant une hospitalisation puis une convalescence



- Habite un foyer logement proche du centre ville qui doit être transformé. Ne sait pas vers quelle forme de logement s'orienter
- A un frère plus âgé habitant à Evreux qu'il voit régulièrement mais les trajets par train deviennent de plus en plus difficiles (horaires, fatigue)

Les problématiques abordées

- Transformation des foyers logements
- Conséquences des maladies professionnelles à effet différé
- Isolement, problème de sécurité
- Liaisons intervilles en dehors des grands axes

Introduction

Youssef CHERIFI est arrivé en France en 1973 – à l'âge de 19 ans – pour travailler sur les chaînes d'assemblage des usines Renault en Haute-Normandie, où il y a travaillé toute sa vie en tant qu'OS. M. CHERIFI a aujourd'hui 71 ans et il vit seul.

Il envoyait tous les mois une partie de son salaire, jusqu'à la mort de ses parents ; la seule et unique famille qu'il lui reste est son frère aîné, Mourad qui a près de 78 ans et qui vit à Evreux.

Il a pris sa retraite en 2012 – à l'âge de 58 ans – après près de quarante ans passés chez Renault Cléon (l'usine a été créée en 1958), quarante années qui ont laissé des traces sur son état de santé Il souffre en effet aujourd'hui de troubles musculosquelettiques ainsi que de troubles de l'audition – des maux qui n'ont pas été reconnus en tant que maladie professionnelle par la sécurité sociale.

Scénario POWER AGE

M. CHERIFI vivait dans un petit studio au 3^e étage d'un logement foyer au centre Elbeuf, mais l'immeuble n'avait pas d'ascenseur. Du coup, lorsqu'il a fait une chute assez grave en sortant de la douche – nécessitant une hospitalisation d'urgence et une opération de la hanche (qui était déjà souhaitable) – les services sociaux l'ont orienté vers le service chargé des Seniors à l'OPAC de l'agglomération. Les pouvoirs publics ont mené une politique volontariste pour le logement des personnes âgées depuis une vingtaine d'années. Youssef a donc emménagé depuis quelques mois dans un petit appartement de plein pied – dans une résidence pour personnes âgées à Elbeuf et bénéficie d'un loyer subventionné. Son logement respecte les normes en matière de sûreté (téléalarme) et d'ergonomie (portes de 80 cm minimum). La bonne couverture sociale lui permet de recourir aux soins de convalescence recommandés, avec une prise en charge totale des soins infirmiers et kinésithérapeutes à domicile par l'assurance maladie et la mutuelle d'entreprise de Renault. La résidence où Youssef habite, accueille par ailleurs un centre médical (médecin généraliste, gériatologue, kiné, infirmiers) et une pharmacie au rez-de-chaussée. Lors de son passage à l'hôpital, un ORL l'a examiné et a pris rendez-vous chez un audioprothésiste.

Les journées se font plus longues depuis son accident et son déménagement. En effet, lorsqu'il vivait dans son studio dans le centre d'Elbeuf, il retrouvait souvent ses anciens collègues à l'amicale des anciens de Renault Cléon – dont les locaux se situaient dans le quartier. Aujourd'hui, il habite assez loin de ce quartier et avec son léger handicap, il a de plus en plus de mal à se déplacer et a dû vendre sa voiture individuelle. Toutefois, ses

amis prennent régulièrement de ses nouvelles. Par conséquent, les visites régulières qu'il faisait chez Mourad s'espacent de plus en plus, quand on sait qu'il faut près de 2h pour relier Elbeuf à Evreux et pas moins de ruptures de charges pour seulement 38 Kms ! Fort heureusement, la liaison Elbeuf Rouen s'est nettement améliorée avec une navette directe entre les deux villes. Cependant, les limites administratives empêchent encore le renforcement des liaisons interdépartementales.

Scénario : Economie de transit et faible influence des Seniors.

M. CHERIFI vivait dans un petit studio au 3^e étage d'un logement foyer au centre Elbeuf, mais l'immeuble n'avait pas d'ascenseur. Il économisait depuis plusieurs années pour se payer une opération de la hanche mais une chute en sortant de la douche a précipité cette intervention. La réforme de l'assurance maladie s'étant traduite par une cure d'austérité et particulièrement une prise en charge financière se limitant aux soins hospitaliers de première nécessité, ajouté au fait que Youssef ne disposait pas encore de la somme nécessaire pour financer l'opération, l'ont forcé à choisir une prothèse « premier prix » et ont réduit les soins de convalescence au strict minimum (consultation à l'hôpital de jour). Youssef n'a pas les moyens de payer des soins infirmiers à domicile, d'autant plus que sa mutuelle d'entreprise pour laquelle il a cotisé toute sa vie, vient de faire faillite deux ans auparavant.

En plus, au cours de son séjour à l'hôpital de Bois-Guillaume, M. CHERIFI apprend que son foyer logement – insalubre et non-conforme – allait fermer définitivement par décision préfectorale. Il se renseigne alors auprès des services municipaux, qui lui adressent une fin de non recevoir avec pour motif que sa situation n'était pas prioritaire. Le niveau exorbitant des loyers dans le secteur privé le pousse alors à se faire héberger « provisoirement » chez son frère Mourad à Evreux. Cela fait maintenant deux ans qu'il y vit. Youssef est sur liste d'attente pour un logement social, mais il ne se fait guère d'illusion. Il vit finalement plutôt bien cette situation, ainsi que son frère, dont il prend soin au quotidien. Ce regain de solidarité intergénérationnelle – contrainte mais bien réelle – compense le déracinement de Youssef parti vivre à Evreux, loin de ses amis de l'amicale des anciens de Renault Cléon et coupé de ses habitudes. La déficience des transports interdépartementaux s'est accrue et rend encore plus difficile les déplacements entre Evreux et Elbeuf, l'essentiel des investissements ayant été concentrés sur l'axe Paris-Rouen-Le Havre.

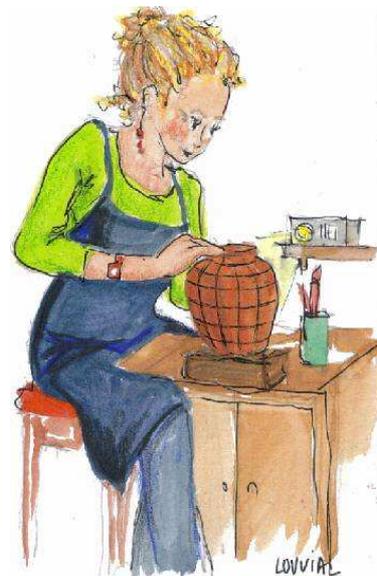
Dans le scénario POWER AGE, même si Youssef CHERIFI ne touche qu'une petite retraite – la réelle prise en compte par les pouvoirs publics des besoins des Seniors, qui s'est traduite par une prise en charge sociale et sanitaire adéquate – lui a permis de joindre les deux bouts et de se soigner correctement jusqu'à aujourd'hui

Alors que la situation économique défavorable du scénario TRANSIT, a accentué une baisse importante des prestations sociales à la population – et en particulier à destination des Seniors. Youssef fait partie des Sefra – Seniors fragilisés – qui sont livrés à eux-mêmes. Dans ce contexte, heureusement que M. CHERIFI bénéficie de la solidarité familiale qui lui « offre » un toit

D. Profil 4 : Catherine – 72 ans

Les grands traits

- 72 ans (née en 1953)
- célibataire retraitée de l'Education Nationale depuis 2013
- vivant en périphérie de Rouen (Clères)
- locataire depuis 18 ans d'un petit logement individuel au sein d'un ensemble collectif associatif
- L'association gérant ces logements favorise l'échange mutuel de services entre les habitants
- Bon état de santé général permettant encore à cette personne de pratiquer plusieurs activités et sorties culturelles, voyages



Les problématiques abordées

- Mixité intergénérationnelle
- Mouvements associatifs à l'initiative des seniors ou renforcement de l'individualisme.
- Diversité de l'offre des services à la personne
- Lien avec les collectivités locales (poids politique, subventions)
- Activités culturelles locales pour les personnes âgées

Scénario VERMEIL

Catherine – 72 ans – est retraitée de l'Education Nationale depuis 2013. Elle vit aujourd'hui à Clères, en périphérie de Rouen et loue un petit logement individuel depuis 18 ans, au sein d'un petit immeuble de deux étages. Catherine touche une pension correcte mais pas extraordinaire.

La résidence où elle habite comprend un concierge qui fait également office de gardien, répondant au besoin de se sentir en sécurité des Seniors. L'association gérant la résidence favorise l'échange mutuel de service entre les habitants. Catherine entretient d'excellentes relations de voisinage et a une vie sociale encore très riche et active.

Catherine a encore un bon état de santé général, ce qui lui permet d'avoir de nombreuses et multiples activités bénévoles (alphabétisation). Elle est également élue locale de Clères.

Elle prend le vélo pour faire ses courses dans les commerces de Clères et la voiture pour aller à la gare où elle prend régulièrement le TER.

Catherine est totalement autonome ; elle fait elle-même le ménage et ne fait appel à aucun service à domicile. Ayant reçu plusieurs formations dans les années 2000, Catherine manipule bien l'Internet et effectue régulièrement des achats en ligne (paniers paysans)

La mère de Catherine a 97 ans et a été prise en charge par une structure légère de proximité, car elle est complètement dépendante. Cela effraie Catherine, qui adopte une attitude prévoyante, puisqu'elle souscrit à une assurance dépendance.

Scénario NORMANDY

Catherine – 72 ans – est retraitée de l'Education Nationale depuis 2013. Elle vit aujourd'hui à Clères, en périphérie de Rouen et loue un petit logement individuel depuis 18 ans, au sein d'un petit immeuble de deux étages. Catherine touche une pension correcte mais pas extraordinaire.

Clères est devenue une banlieue dortoir de Rouen au milieu associatif peu dynamique. Catherine continue à avoir des activités bénévoles et associatives mais pas autant qu'elle le souhaiterait. Elle a quand même un réseau relationnel important.

La mère de Catherine habite dans une résidence pour Personnes âgées à Canteleu car les structures d'accueil pour PA dépendantes sont concentrées et regroupées sur plusieurs grands pôles urbains. Ce choix a été dicté par des impératifs économiques, qui ont écarté toute alternative comme par exemple les structures légères de proximité – jugées plus coûteuses (à tort ?). La prise en charge par la collectivité est très partielle, ce qui oblige Catherine à verser un complément non négligeable (400 des 1000 € à payer) car la pension de sa mère est largement insuffisante.

Les coûts supplémentaires ne s'arrêtent pas là, car Catherine n'a pas d'autre choix que de prendre la voiture pour aller voir sa mère à Canteleu. Elle aimait bien prendre le TER lorsqu'elle était plus jeune, mais à 72 ans, elle ne supporte plus d'être écrasée contre la vitre par des passagers peu respectueux, qui ne libèrent même pas une place assistée lorsqu'elle monte dans le wagon. En plus, les horaires des TER sont très calés sur le rythme des actifs, avec une bonne fréquence le matin et le soir, mais presque rien de 10h à 16h – bref aux heures où elle aimerait bien prendre le train. Catherine prend donc sa voiture individuelle, en dépit du coût exorbitant du carburant et de l'écotaxe qu'elle doit régler pour sa vieille Renault Twingo 2008, achetée d'occasion en 2013.

L'expansion économique de la Haute-Normandie a accentué la périurbanisation et l'étalement urbain. La ville de Clères s'est littéralement faite avalée par l'agglomération rouennaise, qui a fortement incité les entreprises du secteur logistique, en créant d'immenses zones d'activités sur cette partie du territoire. Clères possède un atout immense pour ce type d'activité avec une position au centre du quadrilatère A29-A28-2150-151. Clères, petite ville paisible s'est mue en un quartier d'une banlieue urbaine, avec tout ce qui peut le caractériser : pollution, insécurité, saturation des voies de communication. Les Seniors ont obtenu de la municipalité qu'elle installe des caméras de vidéosurveillance, ici et là, mais les agressions de personnes âgées ne se sont pas arrêtées pour autant.

Célibataire et sans enfants, Catherine commence à se sentir vraiment seule, malgré son réseau amical, mais rien n'y fait, les amis ça ne remplace pas les enfants.

E. Profil 5 : Anne-Marie – 75 ans

Les grands traits

- **Veuve depuis 4 ans et a la maladie d'Alzheimer à un stade moyen**
- **Habite depuis un an chez sa sœur dans le centre ville de Evreux**
- **Dispose d'une retraite faible mais elle possède un appartement qu'elle n'habite plus**

Les problématiques abordées

- **besoin d'un accueil de jour et hébergement temporaire pour soulager les proches**
- **Coût de la prise en charge à venir**



Scénario VERMEIL

Anne-Marie a 75 ans, veuve depuis 4 ans ; elle est atteinte de la maladie d'Alzheimer à un stade moyen. Elle a une petite retraite, (300€) et loue son appartement à un couple d'actifs qui travaillent sur Paris (500 €), plus l'APA (1000€) qui a augmenté ces dernières années car les pouvoirs publics (les élus) ont accédé à cette revendication des Seniors, qui savent peser sur les échéances électorales sur certains sujets communs. Anne-Marie vit chez sa sœur dans le centre ville d'Evreux et ses enfants ne vont pas la voir souvent...

Elle va en accueil de jours, 2 fois par semaine, et deux semaines par an en hébergement temporaire, deux semaines de respiration pour la sœur d'Anne-Marie. Une association l'aide à louer son appartement.

Pour pallier ses absences, la collectivité lui a mis à disposition un système de localisation par satellite, qui permet de la retrouver lorsqu'elle s'est perdue.

Anne-Marie a une assistante de vie sociale qui vient tous les jours. Elle est rattachée à la vie sociale et n'a pas de problème d'accès aux services.

Scénario NORMANDY

Les revenus réduits d'Anne-Marie – une retraite faible et une APA en baisse - ne lui permettent pas de se payer les soins rendus nécessaire par sa maladie d'Alzheimer. Par conséquent, sa sœur Monique, 68 ans, qui a accepté d'avoir sa tutelle (ses enfants ont refusé), a vendu son appartement, pour pouvoir prendre une chambre dans une résidence privée pour personnes âgées.

La résidence – une structure légère de proximité - est parfaitement adaptée à ses besoins, avec les services médicaux et paramédicaux adéquats. En revanche, Anne-Marie ne sort plus beaucoup de « chez elle », car tous les commerces de proximité sont installés dans la résidence ; comme elle n'ose plus sortir seule et qu'il n'y a personne à la résidence pour l'accompagner (à l'inverse de sa situation où elle vivait encore chez sa sœur et qu'une assistante de vie sociale venait l'aider à faire ses courses, le ménage, etc.)

Anne-Marie a quand même une vie sociale, mais la vie n'est pas drôle tous les jours, surtout quand on a des voisins atteints à divers degrés de la maladie d'Alzheimer.

Il y a une incertitude sur l'évolution de son Alzheimer, et sur la capacité de son capital à couvrir ses besoins. S'il advenait qu'elle ne soit plus en mesure d'assurer elle-même le coût de sa prise en charge en résidence, ses enfants seront mis à contribution, même s'ils s'y opposent.

F. Profil 6 : Jean-Claude et Monique Lefebvre

Les grands traits

- Homme de 77 ans et femme de 80 ans,
- Habitent Neufchâtel en Bray, anciens commerçants
- Disposent d'une retraite assez faible mais ils sont propriétaires d'une maison avec un jardin
- La femme a besoin de traitements réguliers à l'hôpital de Rouen
- L'homme pratique encore beaucoup le jardinage et le bricolage
- 2 enfants installés à Rouen et Le Havre



Les problématiques abordées

- Transports réguliers vers l'hôpital
- Liens avec la famille, le voisinage
- Animations et activités proposées par la ville

Introduction

Jean-Claude et Monique LEFEBVRE – respectivement 77 et 80 ans – viennent de fêter leurs noces d'orchidée en leur maison familiale à Neufchâtel en Bray. Tous leurs amis y ont été conviés – en particulier tous les Neufchâtelois – et même David Douillet en a profité pour revenir faire un tour au Pays. Il faut dire qu'ils sont plutôt connus à Neufchâtel ; Jean-Claude a tenu pendant près de 60 ans l'unique Boucherie-Charcuterie-Traiteur du bourg, où il a commencé à y travailler avec son père. C'est d'ailleurs dans cette charcuterie qu'il rencontra pour la première fois Monique.

Scénario VERMEIL

Jean-Claude et Monique ont seulement pu prendre leur retraite en 2015 – à 67 et 70 ans – car ils ont eu du mal à trouver un repreneur pour leur fonds de commerce. Ils ont toutefois réussi à en obtenir un bon prix – en le vendant à un parisien avide de vivre à la campagne et de se mettre à son compte. La CCI l'a d'ailleurs bien aidé à s'installer avec

des aides à la reprise et des formations en gestion. De nombreux retraités franciliens l'ont imité, attirés par le caractère environnemental privilégié du Pays de Bray, sa qualité de vie et ses paysages. La ligne verte traverse le bourg. Ces nouveaux arrivants ont stimulé l'économie résidentielle du Pays de Bray – principalement des commerces de proximité.

Jean-Claude et Monique touchent une retraite assez faible mais ils ont investi le capital issu de la vente de leur commerce dans des placements financiers (assurance vie) et également dans la pierre (résidence de vacances), qui leur assurent un complément de revenu appréciable.

Les LEFEBVRE sortent souvent au théâtre de Neufchâtel et partent régulièrement en voyage ; en effet, la ville de Neufchâtel a mis en place un programme culturel très ambitieux et organise fréquemment des activités de loisirs à destination des Seniors. Il faut préciser que ces mêmes Seniors représentent quand même 40% de la population Neuchâteloise et pas loin de 70% de l'électorat. D'ailleurs, Monique est une élue de Neufchâtel en Bray depuis près de 35 ans. Elle est aujourd'hui, adjointe au tourisme et à la culture. Quand ils ne sortent pas, Jean-Claude en profite pour jardiner et passer du temps dans son atelier de bricolage.

Côté santé, Jean-Claude se porte bien mais sa femme doit se rendre régulièrement à l'hôpital de Bois-Guillaume à Rouen, environ deux fois par mois. Elle y va souvent seule, en empruntant la navette mise en place par le département et la ville ; le trajet se fait assez vite (30 mn). Monique en profite souvent pour aller voir ses petits-enfants à Rouen, où sa fille réside. Quand Jean-Claude l'accompagne, il préfère prendre la voiture – à ses risques et périls – car il n'aime pas prendre le car.

Scénario TRANSIT

Pourtant, ils ne sont à la retraite que depuis seulement cinq ans (2020). Ne trouvant pas de repreneur pour leur boucherie-charcuterie, ils ont dû se résoudre à continuer leur activité, le temps de mettre suffisamment d'argent de côté pour leurs vieux jours. La situation économique ne se porte en effet pas très bien dans le Pays de Bray, et ce depuis déjà une bonne dizaine d'année. Cela a commencé par la fermeture de l'usine Danone en 2008, qui a marqué le point de non-retour. La commune de Neufchâtel qui comptait 7000 habitants en 2005 a vu, d'une part sa population vieillir et d'autre part sa population baisser pour atteindre aujourd'hui 4500 âmes. On voit toutefois quelques entreprises logistiques s'installer en périphérie de Neufchâtel – profitant de son positionnement géographique à mi-chemin entre la Picardie, le Nord et l'estuaire de la Seine et à proximité des grandes infrastructures de transport. La municipalité a d'ailleurs fait beaucoup pour attirer ces activités logistiques, en créant une ZAC et en transportant la voie verte en axe de transport pour le fret. Par conséquent, la qualité de vie s'en est nettement ressentie avec des paysages moins séduisants qu'auparavant.

Enfin, les Neufchâtelois vivent une vie paisible en Pays de Bray et la municipalité organise quand même quelques activités pour ses seniors d'habitants. On pourrait d'ailleurs s'étonner que ces seniors d'électeurs ne soient pas plus pris en compte par les décideurs publics...mais si déjà ils pouvaient se mettre d'accord sur leurs attentes vis-à-vis des pouvoirs publics !

L'état de santé de Monique – lui – ne s'est pas amélioré ces dernières années et elle pourra vous dire que « le travail, c'est pas la santé », surtout lorsqu'on est obligé de « trimer » jusqu'à 75 ans. Elle doit se rendre deux fois par mois à l'hôpital de Bois-

Guillaume à Rouen et trouve le trajet long...et pas pratique du tout. Pour aller à Rouen, seulement 3 cars par jour en semaine à l'aller (8h, 12h, 15h) et 2 au retour (13h, 16h30). En plus, il faut souvent plus d'une heure et demie pour relier Neufchâtel à Rouen, car l'A28 est très souvent encombrée. C'est encore pire quand son mari l'accompagne en voiture, car au moins le car emprunte les voies réservées aux bus dans l'agglomération de Rouen, alors que la voiture – elle – reste engluée dans les bouchons systématiquement.

Les LEFEVBRE ont bien songé à déménager sur Rouen – mais l'immobilier y est trop cher – et leur maison familiale de Neufchâtel a perdu de la valeur avec la désertification et l'installation des zones logistiques, ce qui fait que même en la revendant ils ne pourraient acheter qu'un petit deux pièces en banlieue de Rouen. Et ça, Jean-Claude et Monique s'y sont pas encore prêt, eux qui vivent depuis toujours à la campagne et profitent de leur jardin tous les jours. Et ce n'est pas avec leur petite retraite de commerçant qu'ils vont pouvoir louer un appartement à Rouen.

Une solution consisterait à se faire héberger chez leur fille – qui vit dans une grande maison dans les quartiers aisés de Rouen à proximité de Bois-Guillaume (leur fille et gendre sont tous les deux cadres supérieurs pour une entreprise de fret maritime) – mais Jean-Claude et Monique n'ont pas envie de déranger et surtout ils ont leur fierté. Déjà que leur gendre les regarde de haut avec tous ses diplômes, ils ne veulent surtout pas lui demander de l'aide. Et puis à Rouen, ils seraient bien loin de leurs amis retraités de Neufchâtel, qu'ils côtoient depuis cinquante ans...

Dans le scénario VERMEIL, la qualité de vie offerte par Neufchâtel en Bray, en attirant de nombreux habitants – retraités et actifs – a stimulé l'économie résidentielle du Pays de Bray. La municipalité – riche des recettes fiscales générées par l'activité économique – a pu redistribuer ces fonds via les activités culturelles et de loisirs à destination des Seniors, mais également en améliorant les services à la personne (transports, services à domicile (repas, soins)).

En revanche, le marasme économique du scénario TRANSIT a accéléré le dépeuplement de Neufchâtel en Bray et a rendu impossible la cession du fonds de commerce des LEFEVBRE, faute de repreneur et surtout de clientèle. Cette situation économique a par conséquent pesé sur les finances locales, obligeant les pouvoirs publics à se contenter du strict minimum possible.

G. Profil 7 : Maurice et Ginette Beraud

Les grands traits

- ↳ 89 ans et 84 ans (nés en 1936 et 1941)
- ↳ mariés, 1 enfant sans revenus stables et habitant le sud de la France
- ↳ habitant depuis 60 ans dans le même logement au Havre
- ↳ homme en maison de retraite depuis un an car sa



femme ne pouvait plus assumer la garde

- ↪ Niveau de retraite très faible par rapport aux charges (loyer, aides à domicile, maison de retraite)

Les problématiques abordées

- ↪ Seuils des prestations de minimum vieillesse excluant des personnes avec des faibles niveaux de retraite
- ↪ Difficulté de maintien des personnes âgées dans leur logement avec l'augmentation du prix de l'immobilier
- ↪ Charge fiscale des seniors bénéficiant de nombreux services financés par la collectivité (transport, santé, loisirs)

Introduction

Ce couple s'inscrit dans la logique de la fragilisation. Maurice a travaillé dure toute sa vie sur les docks et dans des ateliers de maintenance. Son corps porte les marques de cette vie pénible. L'homme est un bricoleur né qui longtemps s'est réalisé dans des travaux manuels pour son domicile ou pour aider des voisins. Ginette ne s'est jamais ménagée non plus et a multiplié les petits boulots, pas toujours déclarés. Ils ont toujours habité dans le même quartier du Havre et leur voisinage constitue depuis 60 ans leur univers. Un seul enfant est né de cette union. Un enfant difficile qui fut rejeté très tôt du système scolaire et qui s'est refusé à travailler en usine. Il se trouve sans doute dans le Sud de la France mais ne donne aucune nouvelle à ses parents depuis déjà sept ans.

Depuis plusieurs années, Maurice souffre de problèmes d'articulation et vient de se découvrir un cancer des poumons. Ginette ne peut plus assurer l'assistance et ils ont du recourir au placement en maison de retraite. D'une certaine façon, Ginette est soulagée de cette situation car elle peut souffler un peu. Bien entendu, elle ne le dit pas à ses proches, ni à elle-même. Maurice prend très mal ce déplacement et sombre dans une forte déprime.

Scénario VERMEIL

Le couple reste cependant en contact étroit car la ville, soutenue par la Région, a fortement investi sur des maisons de retraite, des résidences médicalisées et des services d'aides à domicile. Par ailleurs, la dynamique privée a joué à plein et une offre de services et de structures commerciales s'est largement développée depuis 10 ans. Ce secteur est même le premier employeur de la région. Ginette et Marcel ont retrouvé d'ailleurs à la maison de retraite, l'ancien meilleur ami de leur fils qui s'occupe de la cuisine. La petite fille d'une voisine est aussi salariée de la même institution comme directrice adjointe après avoir fait une formation universitaire.

Ginette qui a très peu de moyens bénéficie aussi de l'aide sociale de la ville et de services collectifs d'aide à domicile.

Elle s'inquiète cependant pour l'avenir car la peur de perdre son logement existe et elle sait aussi qu'à la mort de son mari, ses revenus deviendront totalement insuffisants.

Scénario TRANSIT

La ville et la Région ont investi dans les capacités productives et dans les infrastructures logistiques et portuaires. La ville continue d'évoluer et les derniers quartiers populaires sont en rénovation. La menace de déplacement se fait toujours plus grande. Par ailleurs, Marcel a dû s'installer dans une maison de retraite très éloignée du Havre. Cette structure dirigée par un couple très attentionné et motivé est située à l'écart des routes et des moyens de transport collectif. Aussi Ginette ne peut visiter son mari qu'une fois par mois. La vie pour le couple est devenue délicate car en dépit d'un quotidien difficile, ils sont toujours restés unis.

Par ailleurs, la région n'a pas réellement développé des services à la personne pour les très âgés. C'est donc le privé qui a pris le relais. Mais les prix, même avec des aides, ne sont pas dans les moyens de Ginette. Elle bénéficie de la solidarité du voisinage et s'angoisse à l'idée de devoir quitter son quartier et ses amis pour un ailleurs qui risque de l'éloigner encore plus de son mari.

H. Profil 8 : Lucienne Place

Les grands traits

- 92 ans (née en 1933)
- veuve depuis 5 ans d'un mari ancien ouvrier agricole
- vivant seule dans sa maison située dans un village Gouville (300 hab.) à 5 Kms de Breteuil (3 500 h) dans l'Eure
- deux enfants dont un fils habitant à proximité (4 Kms)
- une santé générale relativement satisfaisante mais de moins en moins mobile et ayant eu deux hospitalisations au cours des 10 dernières années à Evreux (30 Kms)
- Dispose d'une aide à domicile, d'un système de livraison pour les courses
- Visite hebdomadaire de son fils

Les problématiques abordées :

- Maintien à domicile pour conserver les liens avec le voisinage
- Dépendance allant en augmentant justifiant soit une augmentation des aides à domicile soit la décision d'aller à la maison de retraite
- Capacité (volonté ?) de la famille à financer la prise en charge à venir



Introduction

Lucienne Place a toujours vécu à Gouville à 5 kms de Breteuil. En 1933, quand elle est née, la 4^{ème} et dernière de sa famille, ses parents travaillaient dur. Ne possédant pas de terres, ils ont toujours été employés chez différents propriétaires du canton. Lucienne s'est mariée en 1950 avec Fernand, lui aussi travailleur agricole, de 5 ans son aîné. Ils ont eu deux fils en 1951 et 1953. Fernand est mort en 1999, à 72 ans d'une mauvaise grippe. Aucun de ses enfants n'a voulu devenir agriculteur. D'ailleurs lorsqu'on ne possède pas de terre, ce n'est vraiment pas possible, aujourd'hui comme hier. Son premier fils Gérard s'était installé comme kinésithérapeute à Breteuil et son deuxième fils, mécanicien, habite Amiens. Tous les deux sont à la retraite. Le seul bien que Lucienne possède est cette maison qu'elle tient de ses parents et dans laquelle vit depuis la mort de son mari.

Scénario RL « Vermeil »

Le pays autour de Gouville n'a pas vraiment changé depuis 20 ans ; l'activité s'est même légèrement développée grâce à l'école d'agriculture qui accueille de nombreux jeunes attirés par la filière « Préservation et aménagement durable des espaces naturels ». La

petite ville de Breteuil où vit son fils Gérard s'est aussi développée avec l'arrivée de nouveaux seniors, venant pour beaucoup de la Région Parisienne car le climat de la Normandie est devenu « tendance » (douceur des températures, qualité des paysages). Cette commune, comme plusieurs petites villes de la région, a obtenu un label de qualité pour les nombreux services qu'elle a mis sur pied en passant des conventions avec différents opérateurs.

Lucienne profite largement de ces services qui lui ont permis de revenir à son domicile après sa dernière hospitalisation. elle ne souhaitait pas quitter sa maison même si la résidence pour personnes âgées de Breteuil pouvait l'accueillir dans de bonnes conditions . Il sera toujours temps de quitter sa maison et ses habitudes qui occupent sa journée : la visite de voisins, la télévision, la visite hebdomadaire de son fils et de l'infirmier spécialisé en gériatrie – (le médecin ne vient plus que très rarement) mais aussi le matin l'auxiliaire de vie qui passe pour la toilette et le portage à domicile des provisions ou des repas selon ce qu'elle a choisi la veille.

Gérard, son fils, essaie de temps en temps de lui parler de l'avenir, du moment où elle ne pourra plus rester seule dans sa maison, même avec les dispositifs de surveillance qui sont proposés aujourd'hui. Aller en résidence à Breteuil n'est pas un problème financier car la mairie assure une partie de la prise en charge. Mais elle veut retarder au maximum cette échéance : « elle n'a pas été habituée à être assistée ».

Scénario ED « Normandy »

Lucienne regarde souvent la télévision. Elle préfère les variétés à l'économie mais sur ce dernier plan, elle sait que la région a su se développer et tous les normands peuvent en être fiers. Cela profite-t-il autant aux habitants de sa commune qu'aux gens d'Evreux ou de la vallée de la Seine ? Certainement pas, mais elle a toujours eu l'habitude de vivre en marge de la ville et de son rythme trépidant. Elle n'a donc pas de regret de vivre à Gouville dans l'Eure.

Pourtant sa situation l'inquiète. Son fils Gérard lui fait part de temps en temps des difficultés de rester seule à domicile. Elle pourrait être plus aidée dans sa vie courante mais ces services coûtent cher. Son fils a bien essayé de demander une prise en charge à la mairie de Breteuil dont dépend Gouville mais ses revenus ne lui en donne pas le droit (le calcul prend en compte les revenus et le patrimoine de l'intéressé mais aussi celui des descendants). La mairie préfère investir dans l'aménagement d'une vaste zone d'activité qui s'est implantée sur la commune.

Cette décision d'aller dans la résidence de services de Breteuil est pratiquement prise car elle ne voit pas beaucoup de raison à opposer à son fils et il y a beaucoup de choses qu'elle ne peut plus faire toute seule. A 92 ans, il est peut-être temps de « raccrocher » et d'accepter ce début de dépendance. L'avenir ce sont les jeunes et les seniors, bien que de plus en plus nombreux n'aient pas vraiment leur mot à dire.

Les deux scénarios ont pour effet de modifier la durée de maintien à domicile de cette personne âgée. Cette décision relève d'abord d'une décision personnelle de la famille car dans les deux cas, l'offre de services de maintien à domicile existe sur ce territoire.

Dans le scénario « Vermeil », la collectivité soutient la politique de maintien à domicile et la personne âgée se sent légitimée dans son choix. Dans l'autre cas (scénario « Normandy » avec pouvoir diffus des personnes âgées), l'arbitrage est d'abord du ressort des individus.

IX. Les conséquences sur les politiques publiques

Les perspectives tirées des différents profils de seniors conduisent à formuler une série de recommandations touchant aux politiques publiques locales et nationales, et à leur cohérence globale. Ces recommandations s'adressent aux élus locaux – Communes, Intercommunalités, Conseils Généraux, Régions – mais aussi aux services de l'Etat dans la Région et les Départements.

La diversité des situations des personnes âgées est telle que beaucoup de recommandations peuvent concerner à la fois les seniors et d'autres catégories de personnes ayant des besoins ou des aspirations qui ne diffèrent pas de celles des seniors. Vouloir ne raisonner par classe d'âge en terme d'habitat, d'accès aux services, de mobilité ou de sécurité rendrait difficile une politique d'ensemble et la possibilité de mutualiser des coûts en s'adressant à une part de la population.

Dans le domaine l'habitat et à l'hébergement.

La politique de maintien à domicile pour les seniors dépendants ou non dépendants doit être encouragée mais cette modalité ne doit pas être considérée comme la seule satisfaisante pour le bénéficiaire (notamment du fait du risque d'isolement pour certaines personnes).

La question principale porte sur l'adaptation des logements existants (alors que les logements neufs intègrent aujourd'hui cette question de l'accessibilité). Il est nécessaire d'inciter les seniors à prendre en compte cette question avec suffisamment d'anticipation. Des modes financements adaptés doivent être proposés en tenant compte des contraintes structurelles des logements et des capacités financières des ménages les plus modestes .

On peut aussi envisager de nouvelles formes d'hébergement, de type « béguinage », réunissant des logements pour seniors autour d'une plateforme de services. La question de la reconversion/modernisation du parc important de foyers-logements et l'ouverture de nouveaux établissements spécialisés pour prendre en charge des personnes dépendantes se pose en région Haute-Normandie. Mais d'autres formes de logement, non nécessairement tournées vers le handicap mais permettant des formes d'entraide et le partage d'intérêts communs pourraient être soutenues par les pouvoirs publics en apportant des réponses, certes ponctuelles, mais assez démonstratives de seniors restant « acteurs » face à la question du vieillissement.

Faut-il rechercher la mixité générationnelle dans les villes, comme on le fait pour la mixité sociale ? Au contraire, ne faut-il pas créer des quartiers plus adaptés aux personnes âgées, en termes d'habitat, de services, de transports ? Certaines collectivités territoriales ont expérimenté la cohabitation, au sein d'immeubles d'habitation collective, d'étudiants et de seniors. Il est apparu à l'usage que le mode de vie des étudiants n'étaient pas toujours compatibles avec les rythmes de vie des personnes âgées et leur aspiration à une certaine quiétude. Il est probable que les territoires ne changeront pas

rapidement de structure de population, la question étant plus liée à la capacité d'accès au logement des jeunes générations que le changement de résidence des personnes âgées.

Dans le domaine des services à la personne

Dès maintenant, les opérateurs associatifs, mutualistes, commerciaux offrent une palette de services (soins, tâches domestiques, etc.) pour différentes clientèles plus ou moins ciblées (seniors, couples bi-actifs avec enfants, etc.). Quel sera le développement des services pour les personnes âgées dans les vingt prochaines années et doit-on privilégier les plateformes pluridisciplinaires ou spécialisées pour la vie domestique (équipements adaptés) ? les loisirs pluridisciplinaires et spécialisés ? les activités intellectuelles, sociales, ludiques ?

S'il n'est évidemment pas possible de prévoir ce que sera cette offre ni précisément ce qu'elle peut représenter en terme d'emploi et d'activité économique, les acteurs publics peuvent s'interroger dès aujourd'hui s'il faut laisser jouer le marché ou s'ils doivent-ils opérer une régulation, et dans ce cas à quelle échelle territoriale interviennent-ils ?

Les réponses attendues en termes de politiques publiques portent :

- Sur la répartition de l'offre qui ne couvrira pas tout le territoire si elle n'est pas soutenue, notamment sur les territoires à faible densité de population et avec des revenus limités.
- Sur les parcours professionnels et la formation dans le domaine des services à la personne qui offrent aujourd'hui des emplois peu valorisés, le plus souvent à temps partiel et avec des possibilités limitées de promotion.
- Sur les critères de prise en charge financière de ces services pour les personnes âgées à revenu modeste.

Sur les questions de mobilité

Compte tenu de contraintes accrues en matière d'économie énergétique et de sécurité routière (accès plus restrictif au permis de conduire), la prise en compte du « temps » et de la « mobilité » des personnes âgées va demander de nouvelles réponses. Les bureaux du temps qui ont pu être mis en place par certaines collectivités (Paris, Poitiers...) se sont déjà penchés sur la question de la mobilité à l'échelon local en partant des besoins « sociaux » des différentes catégories de population.

Comment prendre en compte les spécificités des personnes âgées : transport à la demande, navettes, service à domicile, Comment reconsidérer les limites de service, tarification ? Peut-on proposer des alternatives aux véhicules personnels en zone d'habitat peu dense (transport à la demande, navettes, service à domicile) ? Comment reconsidérer les limites de service, la tarification ?

Plusieurs départements –dont la Mayenne- ont mis en place des systèmes de transports à la demande, avec une tarification unique sur le territoire. Différentes réponses devront être apportées par les communautés urbaines et les régions pour offrir un substitut efficace à l'utilisation de la voiture individuelle (en offrant des transports de bout en bout et sans rupture de charge avec une fréquence de desserte adaptée). L'augmentation du nombre de bénéficiaires potentiels et la possibilité de gérer en temps réel des réseaux

devraient permettre le développement de modes de transport de type semi-collectif, notamment pour des territoires ruraux ou péri-urbains alors qu'il n'existe pas aujourd'hui d'alternative entre la voiture individuelle et le taxi.

Dans le domaine de la sécurité, à la sûreté

Comment répondre à la sensibilité forte des seniors aux conditions de sécurité dans l'habitat, les transports, l'accès aux services ? Dans quelle mesure les pouvoirs publics peuvent-ils jouer un rôle renforcé de prévention et de protection vis à vis des personnes âgées ?

Si la sécurité des personnes relève du domaine régalien de l'Etat, on constate que certains territoires, certains cadres de vie sont perçus comme étant plus sûrs que d'autres par les personnes âgées. Cette dimension deviendra sans doute un critère d'attractivité des territoires, étant plus ou moins intégré dans une notion plus générale de « qualité de vie ». Prendre en compte cette dimension dans les politiques locales en favorisant l'offre de services d'assistance, d'accompagnement, l'installation de commerces spécialisés (la grande distribution est en train de segmenter ses points de vente par profils de consommateurs) peut avoir un impact économique fort en modifiant des flux d'installation ou de migration des seniors et en favorisant l'installation de prestataires nouveaux.

Pour la participation des Seniors à la vie sociale

L'augmentation de la part des seniors dans la population totale leur donne un poids renforcé dans la vie sociale, qu'ils aient pu ou non s'organiser « en lobby » pour défendre leurs intérêts. Mais comment prendre en compte cette population qui n'est pas homogène (âge, autonomie, responsabilité, moyens), et qui ne veut pas être « stigmatisée » par l'âge ?

On sait que le fonctionnement associatif repose aujourd'hui beaucoup sur les seniors car ils sont plus disponibles que les autres classes d'âge et peut être plus sensibles à l'action collective que les générations plus jeunes. Les politiques publiques peuvent soutenir, comme elles le font déjà, les activités associatives, notamment celles qui œuvrent dans le domaine social, confortant dans le domaine de la dépendance les « aidants familiaux ou amicaux » alors que les formes traditionnelles de solidarité peuvent se distendre.

Le patrimoine et les revenus relativement élevés des seniors ont aujourd'hui un effet dynamique sur l'économie des territoires et permettent des transferts de richesse vers les générations plus jeunes. Mais il n'est pas sûr que cette situation perdure avec la baisse du montant des retraites. Pour amoindrir ces baisses de revenu, les situations de cumul retraite/activité qui deviendront de plus en plus nécessaires et les seniors seront en recherche de compléments de revenu en exerçant des activités artisanales, domestiques, sociales qui peuvent être modulées dans le temps (l'essor très important des gîtes et chambres d'hôtes tenus par des seniors est caractéristique d'une recherche d'activité et de revenu souple et complémentaire).

Vers la formulation d'une politique publique partagée à destination des seniors

Au delà des questions ci-dessus, par elles-mêmes déjà complexes compte tenu de l'ampleur des besoins prévisibles, une question se pose à l'ensemble des acteurs publics concernés : Comment assurer la cohérence d'ensemble entre les différentes politiques, qui relèvent d'acteurs différents ?

Des réponses collectives doivent être apportées à cette « révolution grise », à différents niveaux de la Haute-Normandie : Communes, EPCI, Département, Région, Etat. Seule une coopération entre les différentes échelles territoriales peut garantir une efficacité minimale aux politiques publiques dans ce domaine.

Cette coopération entre les acteurs publics intervenant aux différentes échelles du territoire, dans le domaine des seniors pourrait se matérialiser par un document de politique publique définissant, de façon cohérente, les besoins prévisibles des seniors, et les réponses apportées par les différents intervenants.

Le processus d'élaboration, qui devrait être concerté, sous la responsabilité d'un des intervenants (Etat, Conseil Régional), devrait conduire à donner des réponses collectives et cohérentes aux différentes questions ci-dessus

X. Conclusion

Les chapitres qui précèdent – qu'il s'agisse de l'état des lieux, de la construction des scénarios et des portraits de seniors, enfin des questions que ces évolutions vraisemblables posaient aux décideurs publics – démontrent que la problématique du vieillissement est déjà très présente, et qu'elle est abordée par les collectivités publiques –Etat comme collectivités territoriales- en « ordre dispersé ».

La clé, de toute évidence, est dans la cohérence de l'action, faute de quoi certains scénarios fondés sur l'hypothèse, aujourd'hui jugée encore assez peu vraisemblable, d'une mobilisation collective de seniors pour défendre collectivement leurs droits, pourraient devenir des réalités, et se traduire par une opposition entre un lobby (voire un parti politique) des seniors, puissant sinon majoritaire, et la population des actifs.

Mais au delà de ces considérations stratégiques, on peut s'interroger sur le caractère spécifiquement « Haut Normand » de ces questionnements. En effet, le vieillissement de la population est un phénomène national, et l'hypothèse de l'émergence d'un « pouvoir gris » ne concerne pas que la Haute Normandie, loin de là.

La spécificité Haut-Normande porte peut-être sur l'évolution du contexte économique – vers une économie de transit ou une économie résidentielle- l'orientation affichée de faire de la Région un territoire privilégié d'hébergement de personnes âgées, la situation actuelle des infrastructures d'hébergement existantes –un parc apparemment important mais en réalité à rénover-, et l'offre existante de services – notamment de transports. Encore rencontre-t-on des situations analogues dans bon nombre de régions en France.

En revanche la question stratégique centrale d'une coordination forte entre les différents acteurs publics (ou privés) participant à la prise en charge ou à l'offre de service aux seniors nous paraît être de portée nationale.

Dans un autre domaine, les pouvoirs publics ont su créer, avec les Maisons du Handicap, une structure commune prenant en charge les personnes handicapées. Sans aller jusqu'à créer une maison des seniors dans chaque département, il nous paraît opportun de mettre en place, au niveau de chaque région et/ou de chaque département, une structure forte, autour d'une institution « leader », qui dépasse le stade de la réunion d'échange, et qui coordonne fortement l'action des acteurs publics à destination des seniors.

La prospective pourrait ainsi avoir eu l'intérêt de susciter une prise de conscience de la part des décideurs publics sur cette nouvelle forme de fracture « générationnelle », avec ici un basculement du pouvoir vers les seniors, ce qui changerait totalement la donne – politique et sociétale- au plan local comme au plan national.

XI. Annexes

Etude documentaire sur les problématiques liées au vieillissement de la population, préalable à cette réflexion prospective (voir document joint à ce rapport de synthèse)

Plan-type d'un document de politique publique à destination des seniors

Etat des lieux et perspective de la population des seniors sur le territoire

La population des seniors

- ↳ Démographie et évolution
- ↳ Localisation
- ↳ Niveaux de dépendance
- ↳ Revenus et activités

Evaluation des besoins des seniors

- ↳ Services à la personne
- ↳ Santé
- ↳ Loisirs, culture
- ↳ Mobilité

Orientations politiques majeures concernant les seniors

- ↳ Orientations concernant l'hébergement, la mixité générationnelle
- ↳ Orientation concernant l'offre de services à domicile
- ↳ Orientations concernant l'activité des seniors
- ↳ Orientations concernant les transports et la mobilité
- ↳ Orientations concernant la prise en charge

Les politiques publiques en faveur des seniors

Politique relative à l'hébergement

- ↳ Types d'hébergement
- ↳ Localisation

Politiques relatives à l'offre de services

- ↳ Type de services et plateformes
- ↳ Localisation des services et des plateformes
- ↳ Mode de tarification et de prise en charge

Politique relative à l'emploi des personnes âgées

Politique relative aux déplacements et à la mobilité

- ↳ Offre de services
- ↳ Tarification

Politique de prise en charge et de financement

Modalités de pilotage et d'évaluation de la politique publique

Structure de pilotage

Dispositif d'évaluation

Répartition des responsabilités et modes d'action			
	Communes, groupements locaux	Département, Région	Etat
Santé	Soutien aux associations, aidants familiaux...	Financement des structures d'accueil (foyers, maisons de retraite) Financement des aides à domicile	Politique de santé Adaptation des services hospitaliers Formation de géiatres Recherche sur les pathologies
Déplacements	Organisation des transports collectifs adaptés localement Mise en place de services pour renforcer la sécurité	Organisation et de financement transports publics	Politique plus ou moins restrictive sur la possibilité de conduire un véhicule personnel Politique de sécurité publique
Habitat	Logement social, construction d'équipements collectifs politique d'urbanisme,	Politique auprès des bailleurs	Normes d'accessibilité, de confort, de sécurité
Liens sociaux	Politique locale d'animation, d'entraide		Orientation politique générale de la société
Activité	Développement d'activités bénévoles, culturelles, sportives	Développement économique, aide aux créations d'entreprise, formation,	Politique nationale sur l'emploi des seniors

Quelques exemples de répartition des compétences

Acteur/Domaine	Habitat	Mobilité	Sécurité	Vie sociale	Offre de services	Coordination
Etat	Réglementation/Normes adaptées à l'handicap et Seniors en Grand Age Financement Etat via l'ANAH pour les EHPAD	Réglementation de transports de personnes ?			Incitations (fiscales) pour rendre plus attractif les emplois dans les services à la personne Démographie des professionnels de santé/social	Coordination et intervention des acteurs publics sur les territoires « non solvables » Santé : planification
Conseil Régional					Formation professionnelle de santé/social Appel à projets/expérimentation de différentes formules Formation/accompagnement des Seniors/emploi	Leader : coordonnateur des services aux Seniors
Conseil Général	Adapter les financements CG/Etat pour les structures d'hébergement temporaire	Centrale de mobilité				
Agglomérations/Communes		Tarifcation adaptée et desserte aménagée	Téléalarme/ Télésurveillance financée par les Collectivités Territoriales	Organisation et accompagnement d'activités/loisirs		Principe de subsidiarité : Interco
Secteur privé (lucratif et non lucratif)	Création des places d'EHPAD dans le secteur privé (lucratif)	Transports à la demande (bénévolat)				